

VIOLENCES

SOCIALES, POLITIQUES ET POLICIÈRES



DÉSARMONS LE GOUVERNEMENT

Dossier

**POINTS DE VUE
ANTICAPITALISTES
SUR L'UE** Pages 6 et 7

ÉDITO
Crise politique
Page 2

PREMIER PLAN
Apartheid: Israël se
définit officiellement
comme un État raciste
Page 2



ACTU POLITIQUE
Rapport CAP 22: la fonction
publique, une entreprise
comme une autre
Page 4

LIBRE EXPRESSION
La parole à Maurice Rajsfus
Page 12



Par CAMILLE JOUVE

Crise politique

Après la séquence euphorique de la Coupe du monde et la mise en scène d'un président triomphant, à l'image de l'équipe nationale, Macron vient de se prendre un méchant carton rouge avec l'affaire Benalla.

Depuis les révélations du *Monde*, tout s'enchaîne : le profil atypique de Benalla, son importance dans le dispositif Macron, ses privilèges. Puis viennent les auditions à l'Assemblée nationale du ministre de l'Intérieur, du préfet de police de Paris, du directeur de la DOPC, qui se repassent tous la patate chaude en regardant chacun avec insistance en direction de l'Élysée. Le tout dans un silence assourdissant de Macron dont la communication, pourtant d'habitude tirée au cordeau, montre ici ses limites.

Car derrière le scandale qui écorne la prétendue « présidence exemplaire », le chef de l'État doit faire face à sa première crise politique. D'ores et déjà, l'examen du projet de réforme constitutionnelle, si chère à Macron, a dû être reporté. Et nul doute que le renforcement de l'hyper-présidentialisation sera plus difficile à faire avaler après l'affaire Benalla. Le retour de la loi « Asile-Immigration » à l'Assemblée fin juillet risque également de faire désordre, tant le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb ressort affaibli de cette affaire. Et il sera difficile pour l'Élysée de le faire sauter comme fusible sachant qu'il est au cœur du dispositif politique de la Macronie. Nul ne sait, à l'heure actuelle, jusqu'où la crise ira, mais elle pourrait mettre un coup d'arrêt à l'ivresse du pouvoir dont jouit Macron depuis son élection. Grand gagnant d'un concours de circonstances en 2017, il n'a, depuis, fait qu'engranger les victoires politiques en faisant passer, à marche forcée et sans embûches – mais pas sans résistances, chacun des axes de sa politique ultralibérale. Au-delà du profil du personnage, l'attitude de Benalla le 1^{er} Mai et la bienveillance de sa hiérarchie traduisent aussi cette toute-puissance du pouvoir, et son culte du secret et de l'opacité, érigés en mode de gouvernance malgré les déclarations sur la « transparence ». Une toute-puissance favorisée et rendue possible par les institutions de la 5^e République. Nul doute que cet affaiblissement peut devenir un point d'appui pour les nombreux combats à mener à la rentrée. Face aux violences du gouvernement, qu'elles soient sociales ou physiques, il est grand temps de désarmer Macron !

BIEN DIT

« J'aimerais voir toutes ces personnes, qui se sont dressées pour clamer la francité des Bleus, s'indigner de la même manière lorsque notre citoyenneté d'Arabes, d'Asiatiques et de NoirEs est piétinée en dehors des terrains de foot. »

ROKHAYA DIALLO, Slate.fr, 23 juillet 2018.

À la Une

VIOLENCES SOCIALES / VIOLENCES POLITIQUES / VIOLENCES POLICIÈRES

Désarmons le gouvernement

Difficile d'anticiper comment évoluera la crise politique créée par « l'affaire Benalla » qui ne fait que commencer. On peut tout de même prédire au président des riches des lendemains difficiles. L'onde de choc qui touche aujourd'hui la sphère médiatique et politique ne peut qu'alimenter le mécontentement et la colère qu'exprime un mouvement social dénigré, méprisé, et réprimé depuis trop longtemps.



Habités depuis un an à user et abuser de l'arrogance des vainqueurs et des nouveaux riches, les ministres macronistes, privés de leur premier de cordée, semblent tétanisés, incapables de faire face à une fronde généralisée. Et la pitoyable prestation du « premier flic de France » devant la commission des lois le lundi 23 juillet n'a fait que transformer un malaise en crise politique majeure.

Amnésique, imprécis, balbutiant, Gérard Colomb ne se souvient de rien. Il n'a jamais rencontré Benalla, ou tout du moins il a pu le « croiser » occasionnellement sans connaître ses fonctions... Cette fable pour enfants ne convainc personne. L'avalanche de vidéos et de photos qui circulent dans la presse et sur les réseaux sociaux démontrent abondamment les liens de proximité voire d'intimité entre l'homme de main de l'Élysée et l'exécutif. Car Benalla n'en est pas à ses balbutiements. La valeur n'attendant pas le nombre des années, on apprend qu'il assura la garde rapprochée de Martine Aubry, qu'il fut chauffeur de Montebourg (qui le congédia au bout de 8 jours), que Benoît Hamon se souvient de lui lorsqu'il participait au service d'ordre du Parti socialiste, etc.

Mais où est passé Macron ?

Alors que toute la cordée dévisse, le fringant président jupitérien, omniprésent sur tous les fronts, qui il y a quelques jours encore (auto-)célébraient la victoire de l'équipe de France à la Coupe du monde de foot avec grand tapage, est aux abonnés absents. Il annule sa visite, traditionnelle pour les chefs d'État, au Tour de France, et évoque « le moins possible » l'affaire Benalla avec son ministre de l'Intérieur, qui nous informe que le président semble beaucoup plus préoccupé par le report de l'examen du projet de loi sur la révision constitutionnelle que par le dysfonctionnement de ses

services. Cette posture d'ignorance des basses affaires de la république devient intenable, y compris pour sa majorité. La responsabilité du président est directement mise en cause dans l'affaire Benalla, et Macron devra tôt ou tard rendre des comptes.

Une police au-dessus tout soupçon ?

En boucle sur les événements, les grands médias ne semblent se préoccuper des violences policières que lorsqu'elles sont commises par des individus... extérieurs aux forces de police, et qu'il en résulte une « affaire » qui sent le souffre. D'un bout à l'autre de l'échiquier politique, on fait les louanges des forces de police « officielles » qui agissent – elles – avec professionnalisme, leur apportant une

légitimité en tant que seule force habilitée à réprimer le mouvement social, le tout dans le contexte de la manifestation organisée à l'occasion des deux ans de la mort d'Adama Traoré...

François Ruffin ose même déclarer que « si un militant venait me raconter qu'un adjoint-chef de cabinet de l'Élysée était venu violenter un manifestant dans la rue qui n'avait rien fait, avant de le tabasser par terre, je lui aurais dit arrête de fumer ». Naïveté, candeur ou amnésie ? L'histoire de la 5^e République, sous toutes les présidences, est marquée par les liens étroits entre les forces répressives officielles de l'État et les officines occultes au service de l'Élysée. Le SAC sous De Gaulle et Pompidou, qui attaquait (entre autres) les piquets de grève, le microtage des locaux du

Canard enchaîné, le service d'ordre privé de Giscard comptant nombre d'anciens activistes d'Occident, la cellule antiterroriste de Mitterrand tristement célèbre pour avoir fomenté en toute illégalité une machination contre des réfugiés politiques irlandais (l'affaire des « Irlandais de Vincennes ») : la liste est longue des exactions de ces groupes de barbouzes au service de l'exécutif, le plus souvent composés de flics et de gendarmes en retraite, et même en activité.

Insupportable répression

Lors de sa déclaration préliminaire de lundi devant la commission parlementaire, Gérard Colomb n'a semblé à l'aise que lorsqu'il a fait une description apocalyptique du contexte politique dans lequel s'inscrivaient les manifestations du 1^{er} Mai : un pays menacé du chaos par les zadistes, une police désarmée face à la violence des black blocs... Rien, bien sûr, sur la violence incroyable à laquelle sont confrontés le mouvement social, les lycéenEs en lutte contre Parcoursup, les migrantEs et sans-papiers, les jeunes des quartiers populaires ! Lors des manifestations spontanées du 15 juillet, après la finale de la Coupe du monde, les flics se sont une nouvelle fois lâchés à Paris, Grenoble ou Lyon... Quatre jeunes ont été grièvement blessés par la police, bien officielle celle là. Deux ont été éborgnés et deux blessés grièvement à la tête par des tirs de flashball et de tasers ! Cette violence nous préoccupe, nous révolte, et nous mobilisera tout autant que les exactions d'un apprenti barbouze trop vite monté en grade !

Alain Pajolat

APARTHEID

Israël se définit officiellement comme un État raciste

Raciste, discriminatoire, colonial : nous ne nous sommes jamais privés, au côté des PalestinienEs et de leurs soutiens, d'attribuer ces divers qualificatifs à l'État d'Israël. Et pendant longtemps, les partisans de ce dernier objectaient le fait – déjà contestable – qu'Israël serait une « démocratie ». Un « argument » qu'il va être désormais impossible d'employer dans la mesure où l'État d'Israël vient lui-même d'adopter une loi le définissant comme un État non démocratique, un État d'apartheid.

Le 19 juillet, la Knesset (Parlement israélien) adoptait une loi, dite « loi sur l'État-nation du peuple juif », qui grave dans le marbre le caractère structurellement discriminatoire de l'État d'Israël. Le texte, qui entre dans le corpus des lois fondamentales qui font office de

Constitution dans le pays, proclame en effet qu'Israël se définit comme « l'État national du peuple juif où celui-ci applique son droit naturel, culturel, religieux, historique », précisant que « le droit d'exercer l'autodétermination nationale dans l'État d'Israël est propre au peuple juif ».

Apartheid revendiqué

Les 20% de PalestinienEs résidant en Israël (les mal-nommés « Arabes israéliens ») en sont pour leurs frais : ils et elles étaient déjà des citoyenEs de seconde zone, les voici désormais officiellement – et « constitutionnellement » – considérés comme des intrus.

La langue arabe, qui était la seconde langue officielle de l'État d'Israël, est rétrogradée à un « statut spécial » mal défini, et le rapporteur de la loi, membre du Likoud de Benjamin Netanyahu, ne craint pas d'affirmer avec fierté ce qui suit : « Nous avons fait passer cette loi fondamentale pour empêcher la moindre velléité ou tentative de transformer l'État d'Israël en une nation de tous ses citoyens. » Les choses sont désormais claires et, comme le souligne le journaliste Gideon Levy dans le quotidien *Haaretz* (12 juillet), il s'agit d'une « loi de vérité ». La vérité sur le fait qu'Israël, qui était un État d'apartheid de facto, avec plusieurs dizaines de lois discriminatoires à l'égard des PalestinienEs d'Israël et un traitement colonial des PalestinienEs de Cisjordanie et de Gaza, est désormais un État d'apartheid revendiqué. Pour Gideon Levy, « si l'État est juif, il ne peut être



«Le compte n'y était pas»: la fin de la grève chez Renault Cléon

Deuxième entreprise à entrer en lutte en Mai 68, Renault Cléon fut l'une des dernières à reprendre le travail, le 17 juin. Après 34 jours de grève, c'est dans une ambiance houleuse que la décision fut prise. Notre camarade René Cottrez, l'un des jeunes travailleurs qui avaient été les initiateurs et le fer de lance de ce mouvement, la décrivait ainsi: «Après l'arrêt de la grève à Billancourt, nous avons été invités à voter sur la reprise. C'est alors que certains ont dit que le compte n'y était pas»¹. Le protocole d'accord du 15 juin conclu chez Renault allait un peu plus loin que celui de Grenelle, mais les deux points qui, à Cléon, avaient été considérés comme des préalables à toute discussion, le paiement intégral des jours de grève et la parité des salaires avec Billancourt, n'avaient pas été obtenus.

Le 16 juin, tous les salariés sont appelés à une assemblée générale. La direction de la CGT veut à tout prix obtenir un vote pour la reprise. Mais un groupe de jeunes, les plus actifs et les plus déterminés, ne l'entend pas ainsi. Ils ont peint des mots d'ordre sur des panneaux en carton: «Non à la reprise avec des miettes», «Les jeunes sont contre la reprise et soutiennent Peugeot et Citroën». Ce qui crée quelques incidents avec des délégués. Mais leurs panneaux resteront en place. L'AG n'est qu'un monologue des responsables syndicaux. Ceux de la CGT pèsent de tout leur poids pour la reprise, ceux de la CFDT ne donnent pas de consigne. Aucun débat n'a lieu. Le vote se déroule à bulletin ouvert, chaque salarié doit choisir son bulletin pour ou contre devant tout le monde, et le glisser directement dans l'urne. En dépit de l'absence de perspectives,

le résultat du vote montre une forte opposition à la reprise: 2950 voix pour, 964 contre. Malgré l'amertume, c'est dans un climat de combativité et de fierté que s'effectue la reprise. Jusqu'alors, seule la direction entrait en voiture dans l'usine. Et c'est derrière la 4CV d'un responsable syndical que les salariéEs pénètrent en cortège dans l'entreprise. Devant le restaurant, avant la dispersion, l'Internationale est chantée à trois reprises. Le 18 juin, l'annonce d'un nouveau débrayage à Flins se répand comme une trainée de poudre. Les délégués syndicaux temporisent, mais à 23h une centaine de travailleurs partent spontanément en défilé dans les ateliers pour exiger la parité des salaires avec Billancourt et les 40h. Trop tard, le poste se termine à 23h30... L'ambiance dans les ateliers a profondément changé. «On débrayait

pour un oui ou un non, spontanément. Il suffisait qu'un chef veuille un peu trop jouer les cadors... Il est vrai que ça ne bossait pas, l'ambiance était totalement instable, et il n'était plus question de supporter l'autoritarisme. On se lavait les mains avant l'heure, on franchissait les lignes jaunes, on montait les escaliers sans autorisation», décrit René Cottrez. Une partie de ceux qui ont refusé la reprise constituent un «comité d'action», avec le soutien de militants de la JCR. Ce comité se réunira quelques mois, et publiera 3 numéros d'un bulletin, *Le Prolétaire*, et un livre aux éditions Maspéro, *Notre arme c'est la grève*. Il réunira jusqu'à une centaine de participants, qui furent le ferment des luttes des années qui suivirent. Certains rejoindront ultérieurement un «comité rouge» en vue de la constitution de la Ligue communiste. Selon René Cottrez, «beaucoup n'adhéreront jamais à la Ligue, mais ils constitueront un noyau militant sur lequel reposeront toutes les initiatives ultérieures, par exemple les occupations, et qui imposera à la CGT le droit d'expression par tracts.»

Jean-Claude Laumonier

¹ - Interview à Critique communiste, mai 2008.

Le chiffre

440 euros

C'est le montant total des amendes reçues, le 19 juillet, par deux jeunes femmes qui avaient «osé» filmer une violente intervention d'agents RATP dans le métro parisien. Soit, pour chacune d'entre elles, 110 euros pour «stationnement abusif dans un espace» (sic), et la même somme pour «refus d'obtempérer». Ainsi la vie en Macronie...



Agenda

Du 27 au 29 juillet, festival «La Belle Rouge», Saint-Amant-Roche-Savine.

Théâtre, cirque, musique, cinéma. Plus d'informations sur: <http://cie-joliemome.org/>



Du 26 au 29 août, université d'été du NPA, Port-Leucate.

Plus d'informations page 10 sur npa2009.org/ue2018

L'Anticapitaliste

suspend sa parution durant le mois d'août

Rendez-vous le **jeudi 6 septembre**

NO COMMENT

«Je condamne avec une absolue fermeté les violences qui ont eu lieu aujourd'hui et qui ont dévoyé les cortèges du 1^{er} Mai. Tout sera fait pour que leurs auteurs soient identifiés et tenus responsables de leurs actes.»

EMMANUEL MACRON, Twitter, 1^{er} Mai 2018.

USA-RUSSIE Trump et Poutine, les dangereux compères

Trois jours avant le sommet Trump-Poutine, 12 agents du renseignement russe étaient inculpés par le procureur US en charge de l'enquête sur l'ingérence russe, accusés d'avoir piraté, durant la campagne présidentielle de 2016, des ordinateurs du Parti démocrate. Un épisode supplémentaire dans une affaire qui n'en finit plus de rebondir, entre soupçons d'ingérence massive de la Russie dans la campagne, dénégations de Trump, limogeages dans les services de renseignement US et démissions en cascade dans l'entourage du président des États-Unis.

Un roman d'espionnage

Selon les enquêteurs US, le Kremlin aurait, au cours de l'année 2016, mené une campagne de piratage et de désinformation contre Hillary Clinton, candidate démocrate à la Maison-Blanche, dans le but de favoriser une victoire de Trump, jugé plus conciliant à l'égard des intérêts russes. Les révélations succèdent aux révélations, et des proches de Trump sont mis en cause, avec dernièrement Carter Page, conseiller pour la politique étrangère de Trump

Difficile de savoir ce dont Trump et Poutine ont discuté lors de leur rencontre le 16 juillet à Helsinki. Syrie, Corée du Nord, nucléaire... étaient au menu. Mais aussi l'épineux dossier de l'ingérence russe dans la présidentielle US de 2016. Avec un Trump particulièrement vaseux à propos d'une affaire qui le poursuit comme son ombre.



pendant sa campagne, accusé d'avoir été «l'objet d'un recrutement ciblé par le gouvernement russe», selon un document de la Foreign Intelligence Surveillance Court, service de contre-espionnage US. Difficile de s'y retrouver dans ce qui ressemble de plus en plus à un roman de John Le Carré, entre manœuvres politiques, rivalités entre services, barbouzeries diverses et espionnage avéré. Une chose est

toutefois certaine: les éléments probants s'accumulent et le moins que l'on puisse dire est que la défense de Trump, qui n'est pas (encore?) lui-même accusé d'avoir directement coopéré avec le pouvoir russe, ne convainc pas grand monde.

Une nouvelle Trumperie

Dernier exemple en date lors de sa rencontre avec Poutine, à la suite de laquelle il a été questionné par un journaliste d'Associated Press auquel il a fait une réponse... surprenante: – Journaliste: «Le président Poutine a nié toute ingérence dans l'élection de 2016. Chaque agence américaine de renseignement a conclu que la Russie en était responsable. Qui croyez-vous?»

– Donald Trump: «Le président Poutine dit que ce n'est pas la Russie. Je ne vois pas pourquoi ça le serait». Une séquence qui a déclenché un véritable tollé aux États-Unis, où le

président US a été accusé – entre autres – de «trahison», le forçant à un rétropédalage en règle: Trump a ainsi expliqué qu'il s'était mal exprimé et avait oublié... une particule négative. Il prétend désormais avoir voulu dire: «Je ne vois aucune raison pour laquelle cela NE serait PAS la Russie.»

Doit-on rire ou grincer des dents? Difficile à dire. Mais nul doute que cette nouvelle Trumperie en dit long sur la personnalité du président de la première puissance économique et militaire mondiale, un dangereux et incontrôlable énergumène, capable d'affirmer tout et son contraire, et qui a en outre de plus en plus de mal à dissimuler son admiration pour un Poutine symbole du nationalisme, du virilisme et de la violence en politique. J.S.

Lire dans L'Anticapitaliste mensuel n°99 (juillet 2018) notre dossier consacré au nouvel ordre impérialiste mondial.

démocratique, en raison de l'absence d'égalité; s'il est démocratique, il ne peut être juif, puisqu'une démocratie n'accorde pas de privilège sur la base de l'ethnicité. Désormais la Knesset a tranché: Israël est juif. Israël déclare qu'il est l'État-nation du peuple juif, pas l'État de ses citoyens, pas l'État des deux peuples qui y vivent».

«Les nouveaux amis d'Israël vont être fiers de cette loi»

Coincidence? Le jour même où la loi sur l'État-nation était adoptée, Benjamin Netanyahu recevait en grande pompe le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, réputé pour ses diatribes anti-migrantEs, xénophobes et... antisémites. Une visite à l'issue de laquelle les deux dirigeants ont revendiqué un «socle patriotique commun», et qui s'inscrit dans le rapprochement assumé d'Israël avec le groupe dit «de Visegrad» (Hongrie,

Pologne, Slovaquie et République tchèque), aux positions ultra-nationalistes et anti-migrantEs assumées. On se souviendra que l'État d'Israël avait participé, en juillet 2017, au précédent sommet des Premiers ministres du groupe de Visegrad, au terme duquel Netanyahu avait officiellement invité les autres pays à tenir leur prochain sommet... en Israël.

Comme le souligne Gideon Levy, «les nouveaux amis d'Israël vont être fiers de cette loi. Pour eux, Israël sera une lumière parmi les nations.» Le député palestinien d'Israël Ahmad Tibi a quant à lui déclaré sur Twitter: «C'est le commencement officiel du fascisme et de l'apartheid.» Il ne s'agit évidemment pas de dire que la situation des Palestiniens était enviable et allait soudainement s'aggraver. Mais bel et bien de constater que les avertissements, en 2013, de l'historien Zeev Sternhell, spécialiste des extrêmes



Benjamin Netanyahu et le Premier ministre hongrois Viktor Orbán. DR

droites et du fascisme, étaient à bien des égards prémonitoires: «Israël est aujourd'hui à l'extrême droite du spectre politique et les groupes qui y composent la droite sont parmi les

pires, et les plus redoutables, de ceux qui œuvrent actuellement dans les sociétés démocratiques, à l'exception des mouvements néo-nazis.» Julien Salingue

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

EXTRÊME DROITE À Clermont-Ferrand, mobiliséEs contre les fachos et leurs locaux

Au printemps, alertés par la recrudescence de l'activisme d'extrême droite et les informations concordantes quant à la prochaine ouverture d'un local du Bastion social à Clermont-Ferrand, les militants d'AL et de la CGA proposaient de relancer un cadre unitaire antifasciste¹.

Une dizaine d'organisations, dont le NPA, et plusieurs individus ont immédiatement répondu à l'appel et décidé de ressusciter le LCED 63 (collectif de lutte contre les extrêmes droites) qui avait existé quelques années après l'assassinat de Clément Méric. Le Bastion social a tout de suite été une thématique prioritaire pour le collectif renaissant. Cette organisation néofasciste qui tente de camoufler sa violence et son racisme derrière un vernis pseudo-social s'implante en effet depuis quelques mois à Clermont-Ferrand. Quand, fin juin, est tombée l'annonce de l'inauguration prévue le 14 juillet de l'Oppidum, nouveau local du Bastion social rue de la Treille à Clermont, les circonstances pouvaient paraître loin d'être idéales pour se mobiliser. Les délais étaient courts, la période estivale peu propice, et le collectif, encore balbutiant, n'était pas encore rôdé.

Une mobilisation réussie...

Pourtant, dès la première réunion suivant cette annonce, l'optimisme de la volonté primait. Plusieurs dizaines de personnes présentes, représentant des organisations syndicales (CGT, FSU, Solidaires, Unef), politiques (AL, CGA, FI, Générations, NPA, PCF...) et associatives (Agiles, Cimade, LDH, OLF...), mais aussi des personnes non encartées, notamment des habitantEs du quartier.

Une manifestation a été fixée pour le 12 juillet et aussitôt les militantEs se sont mis en branle : lettres aux autorités, conférence de presse, et surtout diffusion de milliers de tracts avec un très bon accueil, surtout dans les quartiers populaires.

La manifestation a été une grande réussite. Un millier de personnes ont défilé le 12 juillet, soit la plus grande manifestation antifasciste clermontoise depuis des années, et une des plus importantes en France ces derniers temps. La foule, déterminée, était hétérogène. Il y avait des jeunes et des moins jeunes, des militantEs de tous horizons, et surtout beaucoup de personnes non militantes qu'on n'a pas l'habitude de voir en manifestation.

Cette réussite est encourageante. Elle prouve non seulement notre capacité à travailler ensemble de manière efficace, mais surtout l'écho considérable que nous rencontrons dans la population.

... qui en appelle d'autres

Cette manifestation appelle surtout des suites rapides. En effet, dans le même temps, toutes nos craintes se sont confirmées. Le local fasciste n'était pas ouvert que les membres du Bastion social multipliaient déjà les agressions, y compris armées, envoyant notamment deux personnes à l'hôpital.

De même, comme nous le savions déjà, il n'y a rien à attendre des autorités. La seule réponse de la préfecture à nos alertes a été d'interdire tout éventuel rassemblement antifasciste le 14 juillet.

Pendant l'été, le collectif LCED 63 ne désarme pas et des réunions sont prévues. Les prochaines mobilisations pour la fermeture du local fasciste seront au cœur de nos discussions mais l'activité du collectif s'ancre aussi dans le combat à long terme, contre l'extrême droite sous toutes ses formes et contre ses idées, quel que soit leur vecteur de propagation.

Correspondante

1 - Article publié sur le site de la commission nationale antifasciste du NPA: <http://tantquillefaudra.org>



DR

RAPPORT CAP 22 La fonction publique, une entreprise comme une autre

Le gouvernement a tout fait pour garder secret, le plus longtemps possible, le fameux rapport CAP 22. C'est le syndicat Solidaires Finances publiques qui l'a rendu public le 20 juillet. Et le moins que l'on puisse dire est que les préconisations de ce rapport vont toutes dans le même sens : le dynamitage de la fonction publique.

C'est donc une organisation syndicale, Solidaires Finances publiques, qui a rendu public le rapport CAP 22, commandé fin septembre 2017, et qui devait initialement être présenté en avril dernier, avant que le gouvernement ne change de stratégie.

«Une administration plus agile, plus adaptable»

Pas par volonté de cacher les choses (ce n'est pas son genre), mais pour prendre le temps de présenter les «axes de transformation» et mieux les expliciter, selon le Premier ministre. C'est sans doute plutôt pour mieux nous «endormir» sur les conséquences des 30 milliards d'économie que préconise ce rapport et qu'a dévoilées le Figaro cette semaine. Dès l'introduction de ces 113 pages (sans compter les remerciements et les photos des «experts» en plein travail), le ton est donné. C'est donc dans «un esprit ouvert» et «sans a priori» que les pseudo-experts ont concocté 22 propositions pour «changer de modèle». Ils ont donc pour cela identifié «les principaux verrous qui freinent la transformation publique» pour permettre de créer une «administration plus agile, plus adaptable, ancrée dans le monde contemporain», en encourageant «un modèle dans lequel l'innovation, la prise de risque seront valorisés, encouragés, soutenus.» Pour arriver à cet objectif, ils proposent de



renouveler le «contrat social entre l'administration et ses agents», de «moderniser fortement la gestion des ressources humaines», l'évaluation par les citoyens de leur service public et indiquent clairement que le «secteur privé a également son rôle à jouer dans l'exécution du service public». C'est clairement également vers une fonction publique dématérialisée et totalement numérisée, y compris pour la santé, que se positionnent ces «experts». Ça vous fait rêver ? On continue alors...

TouTEs touchés, touTEs concernés

Nous ne pouvons revenir dans cet article sur le détail de l'ensemble des préconisations du rapport, mais

aucun secteur de la fonction publique, aucun agentE, aucun usagerE n'est épargné. Même si, sans doute un hasard, plusieurs préconisations sont d'ores et déjà annoncées dans la fonction publique (généralisation des contractuelEs, salaire au mérite, fin du CHSCT et amoindrissement des instances paritaires) ou dans de nombreux ministères (suppressions d'emplois, externalisation de certaines missions...), de nombreuses préconisations de ce rapport sont en attente de validation par le gouvernement comme : la question des allocations familiales (fin de l'universalité, regroupement de toutes les aides en une seule) ; les APL, en particulier pour les étudiantEs rattachés au foyer fiscal de leur parent ; l'évaluation

des établissements scolaires et le recrutement des enseignantEs par le chef d'établissement ; l'augmentation du temps de cours des enseignantEs pour «améliorer leurs rémunérations» ; la création d'un nouveau corps d'enseignantEs pour remplacer les certifiés et qui devront enseigner deux matières, remplacer les absents obligatoirement et avoir leur temps de travail annualisé ; l'autonomie financière renforcée des universités ; la mise en place de péages urbains... Côté santé, là aussi les préconisations proposent une «transformation structurelle» du système, pour réaliser «plus de 5 milliards d'euros d'économies» : ne plus rembourser les soins des médecins, infirmierEs et autres professionnelEs de santé libéraux qui ne seraient pas «inscrits dans un système de coordination entre les acteurs» ; instaurer à l'hôpital le «paiement à l'entrée». On évoque aussi la privatisation de la DGCRFF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes), et la fiscalité, la justice, les transports ou encore France télévisions sont aussi concernés par ce rapport.

Nous ne sommes évidemment pas surpris du contenu de ce dernier, qui développe en les accélérant les politiques menées depuis ces 30 dernières années à la fois par la gauche et par la droite au pouvoir, avec comme fil rouge moins d'égalité pour le plus grand nombre et plus de profits pour une minorité. Macron et son gouvernement veulent transformer structurellement notre société et ce rapport CAP 22 en est la preuve. Nous ne devons pas les laisser faire!

Joséphine Simphon

VIOLENCES POLICIÈRES Deux ans après : justice et vérité pour Adama Traoré!

Le 19 juillet 2016, Adama Traoré était tué par des gendarmes, le jour de ses 24 ans, dans les bâtiments de la gendarmerie de Persan, dans le Val d'Oise. Deux ans plus tard, le 21 juillet, une manifestation a réuni plusieurs milliers de personnes pour réclamer justice et vérité pour Adama, et pour toutes les victimes de violences policières.



NPA/BW

(PCF) ou Danièle Obono (FI). Également dans la manifestation, François Ruffin, décidément pas à une contradiction près. Car si l'on ne peut que se réjouir de sa présence à Beaumont-sur-Oise, difficile d'oublier qu'il déclarait, quelques jours plus tôt sur BFM-TV à propos de l'affaire Benalla : «On parle de quelqu'un qui s'est mis à porter un brassard de la police, qui ne s'est pas pris pour la police car la police ne se comporte pas comme ça, et qui s'est mis à frapper un manifestant à terre.»

Les violences policières : un système

Or c'est précisément parce que «la police se comporte comme ça» que l'enquête n'avance pas, et que ce sont les Traoré qui font l'objet de harcèlement. L'institution policière, aidée par l'institution judiciaire, protège les flics qui commettent des violences, et ce n'est pas nouveau. La mort d'Adama n'est pas un incident isolé, mais un cas emblématique des tragédies que génère un système au sein duquel les flics se

sentent autorisés à toutes les violences, persuadés d'être dans leur bon droit vis-à-vis de populations considérées comme des citoyenEs de deuxième ou de troisième zone, et convaincus – à juste titre – qu'ils seront couverts par leur hiérarchie. Les nombreuses interventions de familles de victimes de violences policières, lors des prises de parole de fin de manifestation, l'ont confirmé : les prétendues «bavures» font système, et seul le combat acharné des familles et des proches peut permettre, dans certains cas, de mettre à mal la version policière et d'ouvrir la voie à l'établissement de la justice et de la vérité. C'est pour soutenir ce(s) combat(s) que le NPA était présent à la manifestation du 21 juillet, avec entre autres notre camarade Philippe Poutou : en soutien à la famille Traoré et à toutes les familles de victimes de violences policières, contre les mensonges et les manipulations de l'institution, pour en finir avec les discriminations et les crimes de l'État policier.

Correspondant

Pour ce numéro d'été, nous avons décidé de donner la parole à plusieurs camarades anticapitalistes militant dans divers pays de l'Union européenne. Nous leur avons ainsi demandé de nous résumer, dans un format hélas souvent trop court, la façon dont les questions européennes se posaient dans leurs pays respectifs, et les perspectives politiques qu'ils et elles y défendaient. Nous remercions les camarades de s'être pliés au jeu, et publions six points de vue, venus de Grèce, du Danemark, de l'État espagnol, de Grande-Bretagne, d'Italie et d'Allemagne.



POINTS DE VUE ANTICAPITALISTES SUR L'UNION EUROPÉENNE



ÉTAT ESPAGNOL POUR UNE RUPTURE INTERNATIONALISTE AVEC LES INSTITUTIONS DE L'UE

Les enquêtes d'opinion indiquent que les citoyenEs espagnols sont parmi les plus favorables à l'Union européenne, et à une plus grande intervention de sa part dans les débats nationaux. Les raisons de cette situation sont historiques : dans notre pays, l'intégration européenne est identifiée à la fin de la dictature et à la normalisation démocratique.

Toutefois, la crise économique et la façon dont elle a été gérée depuis Bruxelles et Francfort ont eu pour conséquence le début d'un changement de perception à l'égard de l'UE.

Désaffection vis-à-vis de l'UE

Le point d'inflexion remonte à 2010, lorsque le gouvernement de Zapatero a appliqué les mesures dictées depuis Bruxelles, modifiant la Constitution en plein cœur de l'été pour rendre prioritaire le paiement de la dette. Le désenchantement produit par ce tournant a été le point de départ d'un important déclin des partis traditionnels. Le sauvetage des banques qui a été organisé peu après, par lequel des millions d'euros d'argent public ont été transférés au système financier, a favorisé la prise de conscience du fait que l'Union européenne était en réalité un projet conçu par et pour les seules élites. De plus, la gestion raciste des arrivées de demandeurEs d'asile a rendu visible



le fait que l'Union européenne n'était pas l'espace de solidarité et de frontières ouvertes auxquelles de nombreuses personnes croyaient. Heureusement, nous n'avons pas, dans l'État espagnol, de parti d'extrême droite qui véhiculerait,

à une échelle de masse, un discours ouvertement raciste. La majorité des gens sont favorables à l'accueil des réfugiés, et de nombreuses villes se sont déclarées villes-refuges. L'accueil des demandeurEs d'asile a toutefois été

fortement limité en raison de l'action des gouvernements nationaux successifs et de l'UE.

Tous ces éléments ont conduit à une baisse de l'enthousiasme en faveur de l'Union européenne, même si cette désaffection est limitée par le fait que les gens ne perçoivent pas d'alternative viable à l'UE.

Les leçons du précédent grec

La pression brutale exercée en 2014 par l'Eurogroupe et la BCE sur le gouvernement de Syriza ont en outre montré à quel point la démocratie est limitée, dans l'Union européenne, par des marges très étroites. Mais la capitulation de Syriza a rendu difficile la tâche des forces du changement dans l'État espagnol.

Podemos est régulièrement confronté à cet argument : votre programme est très séduisant mais il est inapplicable au sein de l'Union européenne. Notre réponse consiste à expliquer que notre stratégie est très distincte de celle de Syriza : d'une part, parce

qu'il est indispensable de prendre des mesures unilatérales de désobéissance à l'UE avant même de commencer toute négociation. Ainsi, ce n'est que sur la base d'une suspension du paiement de la dette extérieure et d'un contrôle démocratique des capitaux que l'on peut envisager une quelconque négociation avec les institutions européennes. Qui plus est, nous savons qu'une rupture avec les institutions et les politiques de l'Union européenne ne peut pas être envisagée dans une perspective nationale, mais seulement dans une perspective internationaliste, et de classe. Notre objectif n'est pas de prendre notre indépendance vis-à-vis de l'UE, mais d'en finir avec l'actuelle Union européenne en lui substituant une union solidaire des peuples d'Europe. Notre objectif ne doit pas être l'indépendance vis-à-vis de la BCE et de l'Eurogroupe, mais le démantèlement de ces institutions néolibérales et leur remplacement par d'autres structures, démocratiques et socialistes. Pour y parvenir, il est nécessaire de mener la bataille pour que le changement se déroule au niveau européen, en construisant une alliance des peuples et des mouvements en rupture avec les institutions néolibérales.

Alex Merlo, membre d'Anticapitalistas.
Traduction J.S.



En Allemagne le rôle de la « question européenne » a considérablement changé depuis l'introduction de la monnaie unique et – beaucoup plus encore – depuis la « crise grecque ».

Jusqu'au début des années 2000, il y avait très peu de résistance à l'Union européenne et à l'intégration européenne tout court. Tout le monde se réjouissait de la disparition progressive des contrôles frontaliers. L'introduction de la monnaie unique facilitait en outre les vacances à l'étranger (environ 40 % des vacancierEs), donc pourquoi s'inquiéter ?

Opposition à la monnaie unique et aux contributions à l'UE

Mais, dès 2005, un mouvement d'économistes conservateurs (dont Bernd Lucke) exige un tournant dans la politique de la dette (un repli sur une politique nationaliste). Ils demandent aussi une baisse des salaires, afin de remédier au « malaise de l'Allemagne » qui perd prétendument sa capacité concurrentielle. C'est sur cet arrière-plan que Bernd Lucke (économiste à l'université de Hambourg, en ce temps-là membre de la CDU et député au Parlement européen) crée en 2013 l'AfD (Alternative pour l'Allemagne). Au centre du programme : l'opposition à la monnaie unique et surtout aux contributions à l'UE. La perte de la monnaie nationale est déplorée et le retour au Deutschmark est présenté comme le remède principal aux maux de la société. Mais surtout : la monnaie unique risque de faire perdre les fruits de la rigueur des Allemands, qu'on ne doit pas sacrifier pour l'UE. L'indépendance nationale doit être priorisée, « on ne peut pas et doit pas payer pour les autres », etc.

Avec la crise grecque en 2014-2015, cette « argumentation » gagne un essor énorme et l'AfD (sur ce point soutenue par la

ALLEMAGNE LES POLITIQUES MIGRATOIRES, LA QU



«Contre le racisme au Parlement», manifestation anti-AfD à Berlin. DR.

majeure partie de la presse) déplore que l'Allemagne fasse les frais des « fainéants grecs ». C'est ce qui servira d'arrière-fond à la politique gouvernementale, et en même temps c'est le moment, pour les nationalistes de tout bord, de rejoindre l'AfD. Celle-ci fait un tournant encore plus net vers l'extrême droite. Lucke est évincé de la direction (il fonde un nouveau parti qui ne pourra pas survivre) et sa successeur

(Frauke Petry) est également évincée, le profil du parti ressemblant de plus en plus à celui des autres formations populistes de droite en Europe. Aujourd'hui le parti est ouvertement raciste et il est dans la sphère d'activité de nombre de fascistes.

Les faits n'intéressent pas

En réalité ce sont surtout l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la Finlande qui profitent de

l'UE. D'abord par l'augmentation des exportations de l'industrie allemande. Les excédents de l'Allemagne (235 milliards d'euros en 2017) équivalent à 8 % du PIB, ce qui étranglerait et étrangle encore une partie importante de l'industrie des pays de l'Europe du Sud. Aucun autre pays ne profite autant de la monnaie unique que l'Allemagne, avec en outre des taux d'intérêts historiquement bas (pour le moment

les emprunts d'État allemands se font à des taux négatifs !). Bien sûr, les banques allemandes (et françaises...) profitent de la crise grecque. Et non seulement Berlin dicte ce que le gouvernement grec doit faire, mais c'est aussi le budget de l'État allemand qui profite de la « stabilité » de la situation.

Tout cela n'empêche pas les partis bourgeois (la social-démocratie incluse) de pousser encore plus pour « ne pas payer pour les autres ». Le nouveau ministre des Finances, le social-démocrate Olaf Scholz, s'oppose à l'installation de l'union bancaire qui assurerait une garantie de sauvetage d'une banque en faillite par les autres banques au niveau européen. Du point de vue de l'intégration capitaliste et de la construction de l'UE – ou plutôt de sauvetage de l'UE – il serait conseillé d'instaurer cette union puisqu'une explosion de la crise (pas seulement bancaire) en Italie serait la fin de l'UE. Mais la politique du gouvernement est bien l'expression du fait qu'en dernière instance ce sont toujours les intérêts nationaux qui prévalent.

L'année 2015: du bonheur pour les racistes de tout bord !

Le tout bref « été des migrantEs » en 2015 a démontré la solidarité



GRANDE-BRETAGNE CONTRE L'AUSTÉRITÉ, LE BREXIT ET L'EUROPE-FORTERESSE

La Grande-Bretagne traverse actuellement une profonde crise politique liée à la façon de conduire le « Brexit ». Le résultat du référendum de 2016 définit les coordonnées politiques au sein desquelles évoluent les principaux partis, dont aucun ne souhaitait le résultat: « leave ».



DR

Les Libéraux démocrates ont poussé à l'organisation d'un référendum dont ils étaient convaincus qu'il déboucherait sur un « remain », une manœuvre tactique au sein de leur coalition avec le Parti conservateur. Les Conservateurs ont explosé sur la question du Brexit, une explosion qui a mené à de récentes démissions de ministres, au rythme

d'une toutes les six semaines. Le Parti travailliste avait de son côté fait campagne pour le « remain », mais de manière prudente, avec un Jeremy Corbyn, le nouveau leader radical du parti élu un an plus tôt, répondant finement à un journaliste le questionnant sur son enthousiasme à l'égard de l'UE qu'il était « à 7/10 » en faveur du « remain ».

De nouvelles possibilités pour la gauche

Corbyn reconnaît que l'UE est une puissance néolibérale obsédée par les privatisations, et particulièrement encline à conspirer avec les États-Unis autour d'accords commerciaux comme le TAFTA, qui aurait placé le Service national de Santé et d'autres organismes de protection sociale

dans une situation dangereuse. Socialist Resistance, section de la IV^e Internationale en Grande-Bretagne, avait appelé à un vote « remain » car le débat était alors polarisé par une xénophobie de plus en plus marquée, une analyse malheureusement confirmée par une intensification des attaques racistes après la victoire du « leave ».

L'élection de Corbyn à la tête du Labour a ouvert de nouvelles possibilités pour la résistance face aux politiques d'austérité, avec un parti travailliste qui a accrus effectifs, notamment auprès de jeunes nouvellement politisés, pour atteindre plus d'un demi-million de membres. Il s'agit désormais du plus important parti de masse social-démocrate en Europe. Cela a eu des conséquences pour l'ensemble des militantEs, y compris ceux de Socialist Resistance, qui étaient actifs dans un petit parti « à la gauche du Labour », Left Unity, formé après un appel de Ken Loach à défendre le Service national de Santé, l'un des acquis historiques de la classe ouvrière.

Contre l'appareil droitier du parti travailliste

Certains groupes révolutionnaires marginaux sont aujourd'hui encore en-dehors du Labour, à prodiguer des conseils à Corbyn, mais il apparaît que la lutte essentielle se déroule désormais dans le parti. Les membres de Socialist Resistance sont investis dans une nouvelle formation, à

l'intérieur du Parti travailliste, le Red Green Labour [« Travaillistes rouges et verts »], qui reprend à son compte le programme et les propositions écosocialistes de la IV^e Internationale en Grande-Bretagne. Une position politique particulière, qui nous permet de nous lier aux mouvements anti-fracturation hydraulique comme à divers projets, européens et internationaux, de construction d'un avenir socialiste durable. Corbyn est vent debout contre l'appareil droitier du Parti travailliste, qui essaie de l'empêcher de diriger. Lors de la plus récente crise ministérielle au sujet des négociations avec l'UE (au cours de laquelle le ministre en charge du Brexit David Davis et le ministre des Affaires étrangères Boris Johnson ont démissionné), des députés travaillistes anti-Corbyn se sont opposés à l'organisation d'élections générales, et ont apporté leur soutien à la Première ministre Theresa May. Il y a aujourd'hui des appels à un second référendum et, du côté de la gauche, à un « vote populaire ». La priorité est désormais de transformer cet appel en la revendication de la tenue d'élections générales, avec un vote pour Corbyn. C'est ce que Socialist Resistance essaie de faire, en tant que groupe membre du Parti travailliste en Angleterre, et de manière indépendante en Écosse, où nos camarades ont toujours défendu l'indépendance et l'affaiblissement de l'État britannique.

Contre la xénophobie et l'austérité

Corbyn a pris la parole lors de la manifestation de Londres, le 13 juillet, contre la visite de Donald Trump, une mobilisation de masse qui a réuni 250 000 personnes à Londres et des milliers d'autres dans le pays, au sein de laquelle il est apparu que de nombreuses personnes faisaient le lien entre le Brexit et Trump. Il s'agissait d'une manifestation contre la xénophobie et pour la liberté de circulation pour tous les peuples.

Notre combat contre l'austérité et pour des droits démocratiques des travailleurEs se développe dans divers secteurs de l'industrie : dans la restauration et le nettoyage, par exemple, où les travailleurEs immigrés, venus d'Europe et d'au-delà, représentent une part significative de la force de travail.

Le combat contre Trump et pour un gouvernement travailliste de gauche sous la direction de Corbyn est intimement lié à la défense des droits des salariéEs et à la construction de solidarités en Europe, et au-delà de l'Europe. Beaucoup de celles et ceux qui ont voté pour le « remain » l'ont fait dans un esprit de solidarité internationale, qui va bien au-delà des limites imposées par l'Europe-forteresse. C'est seulement sur cette base que la gauche peut réellement changer les coordonnées politiques, contre la xénophobie et pour un front uni contre l'austérité.

Fred Leplat, membre de Socialist Resistance. Traduction J.S.

QUESTION-CLÉ

étendue d'une bonne partie de la population en Allemagne avec les réfugiés. Elle s'explique surtout par le fait que les gens avaient vu, durant des années, nombre de victimes noyées en Méditerranée. Mais en même temps les racistes (AfD et autres) ont utilisé l'arrivée de plus d'un million de réfugiés pour flanquer la trouille aux gens (« Ils nous volent nos emplois, nos logements, etc. ») Cela a donné un essor énorme à l'AfD qui, depuis cette époque, façonne largement (directement et indirectement) le débat public. Elle demande le refoulement massif aux frontières – l'aile la plus extrémiste de l'AfD demande de tirer sur les réfugiés, d'expulser au maximum ceux qui sont déjà ici, etc.

Comme ce discours est absolument cohérent avec la logique raciste des autres partis bourgeois et comme la politique de l'AfD a l'avantage de paraître plus conséquente, elle peut entraîner tous les partis (social-démocratie incluse). La CSU (la branche bavaroise des Chrétiens démocrates) essaie ainsi d'appliquer la politique que l'AfD propage, espérant réduire son influence. Mais c'est le contraire qui se manifeste nettement. Pourquoi devrait-on voter pour la copie (CSU) et non pas pour l'original? Aujourd'hui (mi-juillet) l'AfD est à 15-17,5%, la social-démocratie à 17-19%. On ne devrait pas trop s'étonner si bientôt l'AfD devenait plus forte que le SPD. Et pour cause : les sociaux-démocrates ont peur que la « grande coalition » (Chrétiens démocrates de Merkel et SPD) soit un échec, et que le SPD soit évincé du gouvernement. Alors le SPD s'adapte à la politique de Merkel qui – pas à pas – réalise la fermeture des frontières, le renforcement de Frontex, l'augmentation des expulsions, etc.

Les raisons profondes de la montée de l'AfD

L'installation de « l'Agenda 2010 » par le chancelier social-démocrate Schröder a représenté la plus importante destruction des droits sociaux depuis la Seconde Guerre mondiale. Les effets les plus graves ont été les suivants : baisse importante des allocations chômage, précarisation des emplois, de sorte que l'Allemagne a aujourd'hui le secteur précarisé le plus développé en Europe. D'où une angoisse fort répandue de perdre son emploi, d'être précarisé, de voir son niveau de vie considérablement baisser, d'être exclu de la société... En Allemagne de l'Est – où il y a « traditionnellement » peu de migrantEs et encore moins de réfugiés des années 2015-2017 – s'ajoute le fait que les salaires sont (selon les secteurs) de 12 à 22% plus bas qu'en Allemagne de l'Ouest, que le taux de chômage est le double de celui de l'Ouest, que les petites villes sont en train d'être dépeuplées, etc. Soit un terrain extrêmement propice pour l'AfD : aux dernières élections, elle a atteint 22,5% en Allemagne de l'Est. Donc, avec nettement moins de réfugiés en Allemagne de l'Est, mais avec un niveau de vie bien inférieur à celui de l'Allemagne de l'Ouest et le sentiment d'être exclus et sans perspectives, il est clair

que c'est avant tout la question sociale qui prépare le terrain pour les racistes. Dans toute cette atmosphère d'une progression de la droite et de l'extrême droite, les gouvernements des Bundesländer (États fédérés) sont en train d'étendre la répression policière et judiciaire. Ils préparent de nouvelles lois qui – par exemple – autorisent la police à des perquisitions même sans preuve d'un danger ; le soupçon de la police qu'un délit pourrait être préparé suffira.

Les mobilisations d'extrême droite et les contre-mobilisations

Dans ce contexte, les mobilisations d'extrême droite se multiplient, ainsi – heureusement – que celles des antiracistes et antifascistes. À Cologne, il n'a fallu, début juillet, qu'une semaine pour mobiliser 8000 personnes qui, face à la passivité cynique des gouvernements de l'UE, réclamaient une aide effective aux réfugiés naufragés. Dix jours plus tard (le 17 juillet), le ministre de l'Intérieur Seehofer (CSU) devait venir à Düsseldorf pour défendre sa politique d'expulsions, mais lorsqu'il s'est avéré qu'une foule aussi importante qu'à Cologne serait dans les rues, il a annulé la visite (officiellement reportée pour des raisons techniques). Depuis à peu près deux ans, la question de l'UE n'est plus au premier plan, mais pourrait redevenir une question très clivante en cas d'aggravation de la crise de la dette (en Grèce ou en Italie). Depuis 2015, ce sont en effet de loin les politiques migratoires (et donc la question de la fermeture des frontières) qui sont devenues la question clé pour tous les partis, mais aussi dans les débats de la gauche et de la gauche révolutionnaire. Le parti Die Linke maintient majoritairement sa position de défense des migrantEs. Mais ce n'est pas le cas pour Sahra Wagenknecht et Oskar Lafontaine, qui préparent la fondation (prévue pour le mois de septembre) d'un mouvement de rassemblement. Dans les rangs de leurs partisans il y a beaucoup de nationalistes (même de droite), et leur projet semble visiblement inspiré par Mélenchon et La France insoumise. D'ailleurs, comme la FI, ce projet est top-down, donc sans construction d'en bas. On lui donne très peu de chances de réussite, et le seul effet probable sera de diviser la gauche et non de la rassembler. Ce « mouvement » se prononce pour une réglementation des migrations, donc une concession de taille à l'AfD, espérant ainsi réduire l'influence de cette dernière. Une farce colossale.

Heureusement la majorité du parti Die Linke, et la grande majorité de la gauche extraparlementaire et surtout des révolutionnaires (dont l'ISO), défendent les droits des migrantEs, et le disent haut et fort : À bas Frontex ! Ouvrez les frontières ! Aidez les naufragés ! Halte aux expulsions ! Arrêt des exportations d'armes ! Révision de tous les traités de libre-échange qui ruinent les sociétés en Afrique et ailleurs ! **Jakob Schäfer, membre de l'ISO (Internationale Sozialistische Organisation)**



Le débat au Danemark à propos de l'Union européenne tend à se résumer à la question « Pour ou contre ? » En dernière instance, il s'agit de se demander s'il faut demeurer dans l'UE ou la quitter, mais le plus souvent, la discussion porte sur le pouvoir de l'UE (en a-t-elle trop ou pas assez ?), et donc sur le niveau de décision politique, européen ou national.

Le scepticisme des électeurEs vis-à-vis de l'UE s'est reflété dans plusieurs référendums à propos des options de retrait du pays [exceptions au droit de l'UE]. Depuis 1993, le Danemark a pris des options de retrait concernant la défense et la sécurité, la citoyenneté, la police et la justice, et l'adoption de l'euro.

Rupture internationaliste vs démagogie xénophobe

Plus récemment, en 2015, un référendum a été organisé pour transformer les options de retrait totales du Danemark sur les questions domestiques et judiciaires en options de retrait avec des possibilités d'appliquer certaines politiques au cas par cas. Malgré le soutien de l'ensemble des partis dominants, la proposition a été rejetée par 53% des votantEs. On se souviendra également qu'en 2000, les électeurEs avaient rejeté l'adoption de l'euro à 52%. Les électeurEs ont toujours été beaucoup plus critiques que les

DANEMARK POUR OU CONTRE L'UE ?



partis politiques quant aux transferts de pouvoirs et de compétences au niveau européen. C'est pourquoi la plupart des partis de l'establishment, qui soutiennent l'intégration européenne, sont très hésitants à afficher un profil « UE-friendly » de peur de perdre des électeurEs.

Au Parlement, l'opposition aux politiques de l'Union européenne est notamment représentée par la gauche radicale avec l'Alliance rouge et verte (RGA), mais aussi par la droite xénophobe du Parti du peuple danois (DPP). La RGA dénonce les politiques pro-capitalistes de l'UE dans tous les domaines (économie, environnement, travail, migrantEs, etc.), tandis que le DPP fonde son hostilité à l'UE sur une vision nationaliste, dénonçant le « tourisme du welfare » (c'est-à-dire les citoyenEs de l'UE qui résident au Danemark et en tirent des bénéfices sociaux), l'immigration et le manque de contrôle aux frontières. Et si le DPP permet au gouvernement de droite de bénéficier d'une majorité parlementaire, ses positions sur l'UE sont le principal obstacle pour une pleine participation gouvernementale.

De l'autre côté, la RGA défend une opposition internationaliste à l'UE. Elle se fixe comme objectif une sortie de l'UE, et a jusqu'à

présent soutenu le Mouvement populaire contre l'UE lors des élections européennes. Le Mouvement a une députée européenne, également membre de l'Alliance rouge et verte. Lors des élections nationales à venir en juin 2019, la RGA présentera sa propre liste, en alliance avec le Mouvement populaire contre l'UE. En juin de cette année, la RGA a lancé une plateforme commune, en vue des élections européennes de mai 2019, avec La France insoumise, Podemos, le Bloc portugais, le Parti de gauche suédois et l'Alliance de gauche finlandaise Vasemmistoliitto.

En présentant la plateforme, la porte-parole de l'Alliance rouge et verte, Pernille Skipper, a déclaré : « Nous avons besoin d'une direction complètement nouvelle pour l'Europe. Et nous avons besoin d'une coopération entre les pays, fondée sur la démocratie, la solidarité et la durabilité. Cela ne sera possible qu'avec un puissant mouvement européen de critique de l'UE, capable de proposer des réponses alternatives face à l'austérité de Merkel et Macron, ainsi qu'aux politiques inhumaines vis-à-vis des réfugiés, venues des populistes de droite. »

Avec les migrantEs

Lorsque des millions de réfugiés sont arrivés en Europe, des « Comités de bienvenue » ont été mis en place dans la plupart des villes danoises, fournissant un soutien juridique et matériel. Ces réseaux existent toujours mais, avec la baisse drastique du nombre de réfugiés arrivant au Danemark, leurs activités de soutien se sont considérablement ralenties. Le défi est de se mobiliser contre les politiques impitoyables vis-à-vis des réfugiés mises en place par le gouvernement danois, qui font voler en éclats les conventions internationales. Le ministère des Réfugiés affiche fièrement sur la page d'accueil de son site internet le nombre de mesures restrictives adoptées depuis que le gouvernement s'est mis en place en 2015, qui sont aujourd'hui au nombre de 98. La plupart de ces mesures ont été soutenues par les sociaux-démocrates, qui espèrent ainsi reprendre certains électeurEs au Parti du peuple danois. Ils ont même soutenu le

gouvernement lorsque celui-ci a décidé de ne pas accepter le quota de 500 réfugiés fixé par l'ONU. Évidemment, les solutions à la crise des réfugiés doivent être trouvées aux niveaux européen et international. Les opposants à la politique migratoire actuelle sont toutefois sur la défensive et ont tendance à proposer des mesures spécifiques plutôt que de se préoccuper de solutions à l'échelle européenne. De manière générale, l'attention du public se porte davantage sur les questions politiques nationales plutôt qu'européennes, entre autres et notamment en raison du fait que les prochaines élections parlementaires auront lieu dans moins d'un an, en juin 2019.

La directive de l'UE sur les travailleurEs détachés fait toutefois l'objet de discussions récurrentes depuis des années. Il y a eu beaucoup d'histoires concernant des gens venus de Roumanie, de Pologne et de Lituanie, payés une misère (voire pas payés du tout), parfois même maintenus dans des conditions proches de l'esclavage. Les syndicats sont, en outre, inquiets que les bas salaires tirent vers le bas les acquis obtenus dans certaines conventions signées avec les employeurs. C'est pourquoi ils font campagne pour une nouvelle réglementation européenne, qui assurerait aux travailleurEs détachés le même salaire que les travailleurEs du pays dans lequel ils se trouvent. Cette campagne a été soutenue par la Confédération européenne des syndicats (CES) et a poussé les institutions européennes à modifier la directive, faisant correspondre les salaires avec le lieu de travail. Il ne manque à l'heure actuelle que l'adoption formelle par le Conseil des ministres. Et on attend de voir quelles seront les conséquences concrètes, car les textes de l'UE sur la « liberté de circulation » (des capitaux et de la force de travail) pourraient amoindrir les droits des salariéEs. C'est pourquoi la CES et d'autres revendiquent aujourd'hui un protocole social attaché aux traités, une garantie nécessaire pour les conditions de travail des salariéEs. **Åge Skovrind, rédacteur en chef de Socialistisk Information, site web du Parti socialiste des travailleurs (SAP). Traduction J.S.**





ITALIE CONSTRUIRE UN PROJET INTERNATIONALISTE ET ANTICAPITALISTE

Les Italiens, d'abord favorables au projet d'unité européenne, ont peu à peu changé de position face aux politiques d'austérité menées par les gouvernements de centre droit et de centre gauche (justifiées chaque fois par les directives européennes et avalisées par les grandes organisations syndicales), qui ont beaucoup aggravé les conditions de vie et de travail des classes laborieuses.

C'est ce qui a renforcé un détachement/rejet toujours plus fort envers l'Union européenne et envers l'idée même d'unité du continent européen, qui a alimenté le développement de positions nationalistes (pour certains le retour à l'âge mythique de la souveraineté nationale), dont beaucoup sont profondément réactionnaires, racistes, xénophobes et même fascistes.

Critique xénophobe de l'UE

C'est ce qui explique à la fois la sévère défaite du Parti démocrate, le parti qui était devenu l'interprète et le gestionnaire le plus important des intérêts de la grande bourgeoisie, et la victoire électorale du Movimento 5 Stelle (M5S) de Di Maio et de la Lega de Salvini. Ces partis se présentent comme les défenseurs de la souveraineté nationale tout en renforçant leurs liens avec les gouvernements les plus réactionnaires d'Europe, mais surtout en menant (en particulier le ministre de l'Intérieur Salvini, avec l'accord du M5S) une campagne réactionnaire contre les migrantEs, choisis comme boucs-émissaires des difficultés que vivent de larges secteurs de la population et auxquelles ce gouvernement ne peut ni ne veut donner de réponse.

La critique de l'Union européenne vient donc de droite, associée à la question migratoire qui est, pour le moment, le thème dominant, éclipsant même la question de l'euro encore récemment centrale dans le débat sur l'Europe. Il faut malheureusement constater que cette campagne raciste nauséabonde remporte l'adhésion : elle empoisonne toute la société, elle déshumanise une partie de la population et produit de l'indifférence par rapport à la tragédie qui a lieu en Méditerranée, ouvrant la voie à de futures régressions de la démocratie.

Un gouvernement au service de la bourgeoisie nationale

Bien qu'ayant des implantations différentes, le M5S et la Lega sont l'expression de secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie, mais ont d'étroites relations avec les groupes dirigeants du patronat (surtout la Ligue, qui administre depuis des années la région la plus développée du pays, la Lombardie). Si ce gouvernement a pu exister, c'est parce que, dans certains ministères importants, il y a des hommes de confiance de l'establishment libéral ; la loi de finances en préparation reste dans la droite ligne des traités européens. Si l'ancien gouvernement s'était distingué par ses cadeaux aux grandes entreprises et aux banques, la

souveraineté nationale que revendique le gouvernement actuel a pour but de distribuer différemment les richesses à l'intérieur de la classe bourgeoise pour sauvegarder des groupements d'entreprises que la concurrence internationale met encore plus en difficulté. Contre ce gouvernement, il n'y a pas encore eu de ripostes à la hauteur des enjeux, même s'il y a des luttes sociales pour la défense des emplois et des mobilisations partielles de solidarité avec les migrants.

Construire une alternative politique et sociale

Pour construire une alternative politique et sociale, la tâche qui attend les forces de la gauche, c'est de savoir comment combattre à la fois les politiques d'austérité de l'UE, le faux européanisme libéral du Parti démocrate (aujourd'hui dans l'opposition), lié à d'importants secteurs de la bourgeoisie, et l'action de ce gouvernement de droite et raciste, sans oublier les régressions nationalistes et réactionnaires à l'œuvre dans la société.

De nombreuses forces politiques et sociales à la gauche du Parti démocrate ont soutenu, dans les années passées, le processus de l'unité européenne, à partir d'une position qui acceptait le cadre institutionnel de l'UE, tout en



DR

demandant une réforme des traités dans un sens démocratique et social. Cela n'a donné aucun résultat parce que le rejet des politiques d'austérité n'a été défendu que sur le plan électoral, sans capacité ni volonté de construire les résistances sociales nécessaires. On trouve encore dans certains secteurs cette approche réformiste vis-à-vis de l'Union européenne, même si une force comme Rifondazione a radicalisé sa position en disant qu'il faut désobéir aux traités européens en refusant leurs directives.

Refuser le piège du néosouverainisme

D'autres forces, au contraire, partant de la dénonciation du caractère capitaliste et antipopulaire des traités européens et de la nécessité de la sortie

de l'euro et de l'UE, ont maintenant une position néosouverainiste : elles jugent indispensable de retrouver une pleine souveraineté nationale et monétaire ; elles ne réfléchissent pas à un processus de construction d'une alternative des classes laborieuses à l'échelle du continent, et elles envisagent au contraire la formation d'une zone méditerranéenne indéfinie dont les contours de classe sont pour le moins incertains.

En ce qui nous concerne, nous pensons que l'UE est un outil des classes bourgeoises européennes pour imposer leur domination et l'exploitation des classes laborieuses, pour détruire les conquêtes sociales arrachées après la Seconde Guerre mondiale, et qu'elle doit donc être combattue à fond. Mais nous croyons aussi qu'il est nécessaire de construire un projet alternatif à l'échelle européenne, un projet internationaliste et anticapitaliste qui puisse être crédible et réalisable en impliquant les centaines de millions de travailleurEs présents sur le continent européen. Un projet fondé sur le rejet des politiques d'austérité, la construction des mobilisations, la solidarité des luttes à l'échelle européenne, la solidarité avec les migrantEs et le combat contre les frontières qui divisent les travailleurEs et les peuples. Un projet prônant l'auto-organisation démocratique des exploités comme outil indispensable pour construire une véritable alternative politique et sociale.

Franco Turigliatto, dirigeant de Sinistra anticapitalista.

Traduction Bernard Chamayou.



GRÈCE LA TROÏKA S'EN VA, SES MÉFAITS DEMEURENT

Dans quelques jours (20 août), après plus de 8 années de gestion européenne directe du pays, on fêtera la fin officielle de la troïka. Et les déclarations enthousiastes des élites européennes (Commission européenne, Tsipras, Merkel et les autres) résonnent, malgré les terribles dégâts suscités par la troïka, comme des applaudissements !

Rappelons que l'invention de la troïka en Europe s'est faite au début de 2010, pour prétendument lutter contre l'endettement public énorme de la Grèce.

Triomphe de la bourgeoisie grecque

Mais celui-ci, estimé à 301 milliards d'euros en 2009 (126 % du PIB) a en réalité, avec la troïka, explosé encore un peu plus, pour atteindre 325 milliards (178 %) en 2018 (sans parler des dettes privées créées). Une réussite indéniable !

La fin de la troïka ne signifie pas l'arrêt de ses méfaits. D'une part, les « engagements » ont été pris jusqu'à 2060 (!) et les « réformes » produisent des effets, pas seulement « structurels » (par exemple, la nouvelle baisse des retraites programmée pour 2019 de 1 point du PIB, soit une baisse qui pourrait aller jusqu'à 18 % !). D'autre part, il y a la suite des « réformes » déjà programmées et « librement consenties », en matière de bradage de l'espace public, de concurrence, de flexibilisation du travail, etc.

Le petit jeu institutionnel, classique pour l'UE, entre les instances de Bruxelles et les instances nationales, a pris en Grèce un caractère très aigu

et même dramatique en 2015, quand le chantage est apparu dans toute sa brutalité sur la scène politique. Le TINA européen a triomphé pour le plus grand enthousiasme de la bourgeoisie – en particulier grecque : les « réformes » n'étaient pas en danger, les travailleurEs pouvaient continuer à être non-payés, sous-payés, flexibles, sans droits et obéissants...

Cette victoire de la bourgeoisie grecque, avec l'aide de Bruxelles, a aussi porté un coup politique à la gauche. Pas seulement pour des raisons idéologiques – avec le fait que celui qui agit comme le plus fidèle exécutant de Bruxelles au gouvernement se proclame toujours de « gauche »... – mais aussi parce qu'au niveau stratégique la réflexion a pu très facilement dévier de l'enjeu social, de classe, vers des aspects techniques ou institutionnels, notamment l'euro. Ainsi, la rupture avec l'euro a pu devenir le nouveau gadget de ceux qui, précisément, s'illusionnaient jusqu'alors sur la démocratie ou la « rationalité » des bourgeoisies européennes ! La plus grosse partie des scissions de gauche de Syriza, surtout l'Unité populaire/LAE, s'est lancée dans cette direction, qui est en vérité une fuite en avant.

Dérive nationaliste à gauche

La nouvelle « Initiative 1-1-4 » de l'Unité populaire/LAE, qui se veut un axe



DR

pour une « libération nationale », est programmatiquement purifiée de toute référence à une politique ouvrière et même des mots gênants comme salaires, retraites, etc., au profit du « sauvetage de la patrie », de la bourgeoisie compétitive, en alliance avec des forces proprement nationalistes et chrétiennes. Ce souverainisme abouti n'est plus un excès innocent de langage : il devient dangereux et

même réactionnaire, surtout quand la bourgeoisie victorieuse exige toujours plus. Cela a été le cas avec le soupçon d'une reconnaissance de la République de Macédoine par la Grèce, qui a suffi pour mobiliser les masses, la gauche nationaliste protestant contre la « trahison » des gouvernants à la solde des Européens ou des Américains ! Ne pas contrer ou flirter, et même participer parfois, à cette résurgence

d'un nationalisme hostile à ses voisins, c'est plus qu'une honte : il s'agit d'une désorientation politique complète, dans une conjoncture où la bourgeoisie grecque prend des initiatives offensives, surtout contre ses voisins de l'Est, avec même des risques guerriers.

Mais l'alignement sur la « nation » – refusé et dénoncé par quelques anticapitalistes et anarchistes – contre les Macédoniens, les Turcs, les Européens ou les Américains – et plus rarement les Russes – propulsé par l'héritage stalinien dominant à gauche, ne répond aucunement aux besoins sociaux créés par le « réformisme » néolibéral. Au fond, c'est peut être la raison principale qui enlève toute crédibilité au souverainisme – sauf pour l'extrême droite, par ailleurs toujours menaçante. Car les couches prolétariennes du nouveau modèle créé par la troïka, les jeunes, les réfugiés et les immigrés, mais aussi une partie des seniors jetés en dehors des lieux de travail, n'ont que faire d'une « nation » qui s'identifierait au far west européen : le chacun pour soi ! Leur problème est littéralement vital, dans un marché du travail cannibale où leur force devient plus qu'une marchandise, un capital, dont la réalisation (en salaire, en retraite ou en service) n'est même pas assurée par les règles sociales mais dépend uniquement du marché lui-même et de ses forces sauvages.

D'Athènes, Tassos Anastasiadis

FORD BLANQUEFORT La suite après les vacances ?

Enfin l'usine ferme... pour les 4 semaines de congés d'été, jusqu'au 20 août. Ces vacances sont les bienvenues, peut-être plus que d'habitude. Ce sera l'occasion pour l'équipe militante et pour les collègues mobilisés de prendre du repos et de retrouver des forces pour la reprise du travail et surtout on l'espère, la reprise de la bataille pour sauver les emplois. Car même si les perspectives sont plutôt sombres, nous n'abandonnons pas tout espoir de pouvoir influencer sur les événements.

En tout cas dans l'usine, dans la tête des collègues, il se passe des choses. Certes la direction déroule son PSE assez tranquillement, les réunions se succèdent, absorbant une grande partie du temps des syndicalistes. Et pendant ce temps, il n'y a pas de mobilisation à proprement parler, pas de mouvement de grève, par contre l'état d'esprit n'est pas vraiment à travailler, c'est le moins que l'on puisse dire. La dernière semaine avant les congés, il y a eu des arrêts de travail « spontanés », en réaction au bas niveau des primes de licenciement et plus globalement à un écoeurément, de la fatigue et du ras-le-bol mélangés. Il y a eu des jours avec des productions quasiment à zéro.

Le piège du PSE

Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de combativité que les collègues ne sont pas en colère, ou pas conscients que Ford se fout de la gueule du monde. Mais rien n'est simple, car beaucoup de choses se mélangent, parfois contradictoires, des sentiments différents, avec la peur du lendemain, la conviction d'être trompés et volés et, en même temps, l'absence totale de perspective autre que de subir les événements chacun dans son coin. C'est ça la force du PSE, cet outil qui brise les résistances, sépare tout, individualise tout, met chacun



CGT FORD

dans une case, qui fait que chaque salariéE regarde ce qui va lui arriver, compte ce qu'il va gagner ou perdre, calcule les années qui lui restent et la meilleure solution pour lui ou elle. Ford veut fermer l'usine et veut virer tout le monde, mais voilà qu'on se fait piéger dans le chacun pour soi. Ça fonctionne mais pas complètement. Car les collègues voient bien qu'il y a quelque chose qui cloche. Ça discute dans l'usine, il faut dire que moins on travaille, plus ça laisse du temps pour réfléchir et pour s'occuper de nos affaires. Par petits groupes ou dans les assemblées générales, les idées s'échangent. CertainEs comprennent bien que, si on attend, si on laisse faire, cela ne nous portera pas bonheur. Face au piège de l'individualisme, l'équipe militante de la CGT Ford et

le noyau de collègues déterminés essaient d'apporter des réponses collectives, d'expliquer que nous pouvons résister et lutter ensemble contre Ford. Que même si les plus anciens veulent partir en préretraite, que d'autres plus jeunes n'attendent que d'aller voir ailleurs et que les autres espèrent encore sauver leur emploi dans cette usine, donc même si nous n'avons pas forcément le même objectif, nous pouvons quand même batailler ensemble car notre force est dans l'unité et non pas dans la division et l'éparpillement.

Imposer le respect de touTEs

C'est ce qu'on met en avant : on ne devrait pas opposer défense de son emploi ou de sa pension de préretraite ou même de sa prime de départ. À la base, nous avons un intérêt commun, celui de préserver

l'activité et de sauver des emplois, les nôtres le plus possible et aussi les emplois induits, pour les autres. On ne peut pas être indifférents à ce qui restera ou pas, même si on part à la retraite, même si on veut aller tenter l'aventure ailleurs. Nous faire respecter, c'est obliger Ford à laisser une activité, c'est aussi obliger les pouvoirs publics à agir dans ce sens, c'est aussi faire en sorte que les plus anciens obtiennent la préretraite sans perdre un seul centime. On ne peut y arriver que si Ford a peur de nous, que si nous nous mettons en colère, que si nous sommes unis : il faut une mobilisation des salariéEs pour imposer le respect de toutes et tous. Il faudrait que nous fassions assez de bruit pour être entendus largement autour de nous, de manière à sortir de la résignation générale. Pour défendre son emploi, son salaire, son niveau de vie, on a besoin de croire que c'est possible, on a besoin de se sentir légitimes, on a besoin de confiance en soi et dans notre force collective. Pourquoi cela ne serait-il pas possible ? En tout cas, on va essayer. Nous avons déjà notre rendez-vous du samedi 22 septembre avec l'organisation d'une deuxième manifestation unitaire à Bordeaux, pour un touTEs ensemble contre la fermeture et contre tous les licenciements.

Philippe Poutou

Toutes les infos sur le site www.cgt-ford.com

UNIVERSITÉS

Une campagne pour l'inscription de touTEs !

Entretien. Alors que plus de 110 000 étudiantEs sont toujours en attente d'une affectation sur Parcoursup, dans de nombreuses facs, les militantEs préparent la rentrée avec une campagne pour inscrire touTEs ces étudiantEs recalés par la réforme. Nous avons interrogé **Barth**, militant au NPA et à l'UNEF-TACLE, étudiant à Nanterre, qui nous explique les enjeux de la campagne.

Pourquoi la campagne des sans facs est-elle particulièrement importante cette année ?

En général, cette campagne a pour but d'arriver à inscrire les étudiantEs sans-facs, mais surtout montrer qu'il y a des logiques de sélection à l'œuvre à la fac. Aujourd'hui, on n'a même plus à le montrer, parce que la loi ORE acte la sélection à l'entrée de l'université. Avec cette loi, le gouvernement a tout fait pour refermer encore plus les portes de la fac, et tout faire pour inscrire le maximum d'étudiantEs, ce serait infliger une petite défaite au pouvoir. Une telle campagne peut faire repartir une dynamique sociale à la rentrée, d'autant plus qu'il y a aussi le projet de détruire la compensation avec l'arrêté licence. La rentrée risque donc d'être agitée.



HERMANN CLICK

Tu as parlé de l'arrêté licence : quels sont les principaux changements de cette réforme ?

L'arrêté licence, c'est un texte qui permet de cadrer les diplômés et l'ensemble des droits qui vont avec : le droit à la compensation ; le droit aux rattrapages et, selon les universités, le passage en conditionnelle quand on n'a validé qu'un seul semestre. Ce qui entre en jeu là-dedans, c'est l'idée d'une licence à la carte, ce qui pose plein de problèmes. La licence en tant que telle est conçue pour spécialiser les étudiantEs : c'est un bloc avec un certain nombre de matières qui sont cohérentes les unes avec les autres, et casser cela, cela fait perdre la valeur des diplômes. L'arrêté licence remet en cause la compensation et les rattrapages. Chaque université pourra faire ce qu'elle veut, ce qui va rendre encore plus inégalitaires les différentes universités entre elles, dans l'actuelle logique de concurrence. De plus, cela va empêcher plein d'étudiantEs de passer leurs années et de valider leurs diplômes. On remet donc en question la possibilité pour beaucoup d'obtenir un diplôme en fin d'études.

La campagne des sans-facs à Nanterre a commencé depuis quelque temps, comment cela se passe et quels sont les échos ?

Tous les jours, on tient des accueils à l'université, et les étudiantEs, de la Licence 1 au Master 2, viennent nous voir pour résoudre leurs problèmes : ils sont souvent en attente et sans affectation. L'idée est de les unir en leur disant qu'en installant un rapport de forces suffisamment conséquent avec l'administration, on pourra débloquer des inscriptions. Il faut visibiliser cette question via une large campagne pour démontrer les mensonges du gouvernement, qui disait qu'avec Parcoursup, il y aurait de la place pour tout le monde. **Propos recueillis par Georges Waters**

EMPLOI La mort programmée du CDI

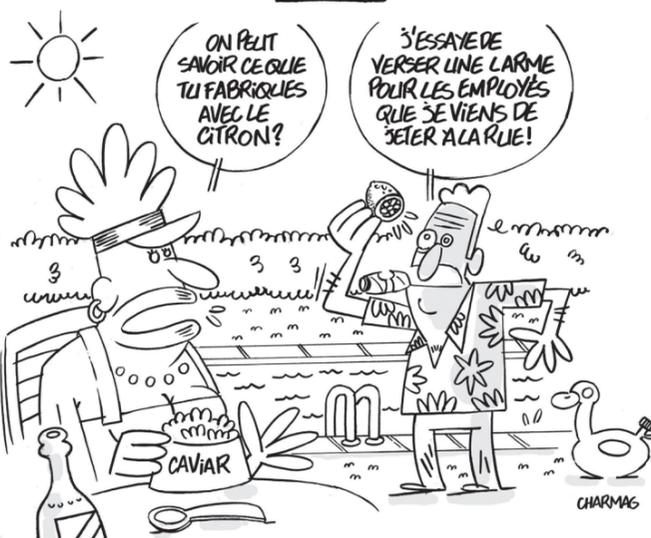
Entre Marseillaise et tabassages par vrais et/ou faux policiers, le gouvernement continue ses basses œuvres de détricotage du droit de travail.

Alors que les embauches en CDD, les licenciements en CDI, les ruptures conventionnelles se multiplient, le patronat exige toujours plus de précarisation du travail.

Embauche à la tâche

À la suite de nouveaux accords de branche signés le 29 juin dernier, entre l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) et la CFDT, la CFE-CGC et FO, les salariéEs de la métallurgie pourront être embauchés grâce à un « contrat de chantier », un contrat en CDI qui se termine une fois un chantier achevé. Cette possibilité d'accord de branche ressort des ordonnances « Macron » sur le Code du travail. Cela ouvre la possibilité d'un développement de ce type de contrat dans la plus importante branche professionnelle, avec 1,4 million de salariéEs. Ce CDI à durée limitée était jusqu'à présent surtout utilisé dans le secteur de la construction. Dans la même veine existe aussi le CDI de mission réservé aux cadres et aux ingénierEs dans le secteur privé. L'accord a été conclu pour une expérimentation de trois ans et limite le nombre de contrats à 10% des effectifs dans les entreprises de 50 à 1000 salariéEs, 5% dans celles de plus de 1000 salariéEs,

LES MILLIARDAIRES AU GRAND COEUR



et sa durée minimale ne peut être inférieure à six mois. En cas de licenciement, une indemnisation spéciale sera versée, dont la somme dépendra de la durée du contrat : 8% de la rémunération brute la première année, 6% au titre de la deuxième année et 4% au-delà. Soit un taux bien inférieur aux 10% du salaire total brut de prime de précarité pour un contrat intérimaire...

Dans la métallurgie, la précarité est déjà omniprésente. Selon les organisations syndicales, 100 000 intérimaires seraient en poste sur l'ensemble de la branche. Dans le seul secteur de l'automobile, on trouve plus de 10 000 emplois précaires chez PSA, avec un taux d'intérim de 45%. Sur le site de Renault Flins, le taux d'intérim atteint 84% sur les chaînes de montage. 2 000 intérimaires sont

présentEs contre 1 000 embauches en CDI chez les ouvrierEs. Dans les usines de mécanique de Renault, le taux d'intérim va jusqu'à 60%.

Le CDI intérimaire juridiquement sécurisé

Le CDI intérimaire est né sous Hollande, d'un accord de branche de juillet 2013, étendu par un arrêté du ministère du Travail de mars 2014. Pour échapper à la taxation des contrats courts, les professionnels de l'intérim s'étaient engagés à créer ce contrat, présenté comme un outil de « flexisécurité ». Il permet de fixer des missions d'intérim dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée, signé avec l'agence de rattachement. L'usage du CDI s'est développé après sa reconnaissance par la loi Rebsamen d'août 2015 et, à ce jour, 36 000 contrats ont été signés dont 25 000 en cours. Mais cette reconnaissance partielle n'était qu'expérimentale, jusqu'au 31 décembre 2018. Un amendement au projet de loi « Avenir professionnel » a fait sauter cette limite, inscrivant le CDI intérimaire dans le Code du travail. Opposé à toute forme de taxation des CDD, le patronat obtient ainsi les outils du développement de la précarité en s'engageant sur des pistes qui pourraient mener à la naissance d'un contrat hybride, mélangeant les règles du CDI et du CDD, le contrat unique, une idée jugée intéressante par... Manuel Valls. **Robert Pelletier**

Université d'été du NPA

Une journée presque ordinaire à Port-Leucate

Pour ce dernier numéro de l'Anticapitaliste avant la coupure estivale, nous avons décidé de donner envie à celles et ceux qui n'en seraient pas encore convaincus de venir participer à la 10^e université d'été du NPA, organisée comme chaque année à Port-Leucate, en détaillant le programme d'une journée choisie presque au hasard, le dimanche 26 août, jour de l'ouverture.

La journée commencera dès 8 h 45 avec l'assemblée générale de présentation de l'université d'été (Udt), à l'attention de l'ensemble des participantEs, au cours de laquelle sera expliqué, dans les grandes lignes, le fonctionnement de l'initiative, et où l'ensemble de vos questions trouveront des réponses. Et à partir de 9 h 30, on entrera dans le vif du sujet.

Faites votre choix!

La première série d'ateliers donne un aperçu de la diversité des thèmes abordés, et – disons-le en toute modestie – de la richesse du programme. L'écologie (4 ateliers sur l'ensemble de l'Udt) sera bien présente, avec un atelier au titre aussi long que prometteur : « Nucléaire. Prolifération des déchets radioactifs, démantèlement des installations irradiées, grand marché des poubelles nucléaires... Face à la folie du profit, quelles alternatives écosocialistes ? » L'atelier sera animé par nos camarades Anne Pruvost, Gilbert Guilhem et Dominique Malvaud, de la Commission nationale écologie du NPA. En parallèle deux discussions seront organisées avec des invitéEs : l'une avec Edwy Plenel, de *Mediapart* sur le thème de la liberté d'information, et l'autre avec Fabienne Lauret autour de son ouvrage *l'Envers de Flins, une*



Fabienne Lauret. DR



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

féministe révolutionnaire à l'atelier, qui inaugurera notre cycle (8 ateliers) sur les années 68.

Dans le même temps, 4 autres ateliers seront animés par des camarades du NPA : « Moyen-Orient : climat de "guerre froide", rôle des puissances mondiales et régionales » (Julien Salingue et Frank Prouhet) ; « Services publics, fonction publique : contre l'entreprise de démolition organisée par la contre-révolution macronienne, quelles résistances ? » (Sandra Simplon, Cathy Billard et Manon Boltansky) ; « Quel(s) antifascisme(s) pour le NPA ? » (Béatrice Walylo) ; « Printemps 2018 : bilan et perspectives de la lutte contre la sélection » (secteur jeune).

Après-midi diversifié

Une belle entrée en matière qui se poursuivra l'après-midi, après la pause déjeuner dans le sympathique restaurant du village Rives-des-Corbières, avec une nouvelle salve d'ateliers. Un autre de nos invitéEs, le sociologue Alain Bihr,

co-animera avec notre camarade Henri Wilno (bien connu des lecteurEs de *l'Anticapitaliste*) une séance ouvrant le cycle consacré à Karl Marx (4 ateliers), dont on célèbre cette année le 200^e anniversaire : « Marx, penseur du capitalisme ». Edwy Plenel sera toujours présent parmi nous et co-animera un second atelier, cette fois en compagnie d'Olivier Besancenot et de François Sabado, au titre évocateur : « Réflexions stratégiques autour du mouvement ouvrier ».

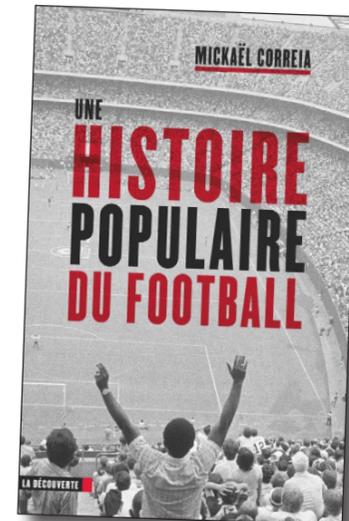


Edwy Plenel. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

« 68 dans le monde : au Japon, entre permanence et originalité de la lutte de classe », « L'intersectionnalité : une perspective critique », « CheminotEs : les raisons de la colère, les stratégies de mobilisation, les premiers bilans », « Amérique latine. Bilan du "progressisme" : le cas du Nicaragua », « "L'État-providence" et "l'émancipation" selon Macron. Ses projets pour les retraites, la Sécu et Pôle emploi », « Grèves à La Poste dans le 13, le 33, le 35, et le 92 : des conflits porteurs d'avenir » : tels sont les intitulés des autres séances de ce dimanche après-midi où, là encore, il sera difficile de faire des choix...

Et aussi, des soirées

Et la journée n'est pas finie, avec différentes initiatives à partir de 17 h (tout juste le temps d'aller piquer une tête) : un forum, avec plusieurs organisations invitées et nos camarades Philippe Poutou et Antoine Larrache, consacré à la lutte contre les licenciements ; un atelier, animé par le Comité exécutif du NPA, dédié à la souscription que nous venons de lancer ; une séance au sujet d'un problème de plus en plus récurrent, la garde à vue, et les pièges à éviter ; une rencontre à la librairie la Brèche avec Mickaël Correia, auteur d'*Une histoire populaire du football* (et interviewé dans nos colonnes il y a peu).



Le temps de souffler, d'aller faire un tour à la plage, de boire l'apéro et de se restaurer, et d'autres activités seront proposées le soir : deux projections-débats (*En guerre* et *Derrière les fronts*) :

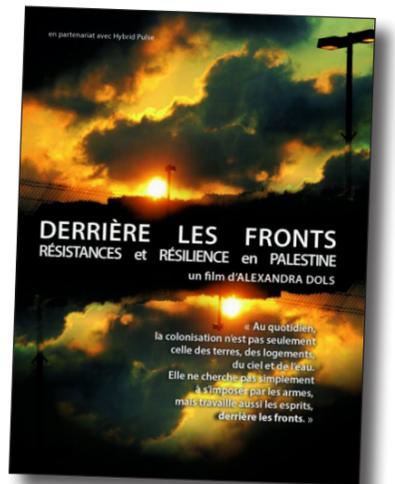


résistances et résiliences en Palestine, en présence des réalisateurs respectifs Stéphane Brizé et Alexandra Dolls) et une séance animée par notre camarade Michael Löwy : « Il y a 80 ans, André Breton rencontrait Trotsky ».

Libre à chacunE, bien évidemment, de se ménager du temps libre, de privilégier les discussions au bar ou à la plage, et de se réserver pour la suite de l'université d'été. Une chose est toutefois sûre : une fois de plus, on n'aura pas le temps de s'ennuyer à Port-Leucate, où chacunE pourra profiter d'une initiative riche, dans un cadre chaleureux et convivial, pour discuter de politique... ou de tout autre chose. Donc si ce n'est pas déjà fait : inscrivez-vous !

Commission université d'été du NPA

Plus d'informations sur npa2009.org/ue2018

**l'Anticapitaliste la revue**
Le n°99 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Souscription 2018

**UNE VOIX ANTICAPITALISTE
CONTRE MACRON ET L'EUROPE FORTERESSE**

SOUSCRIPTION 2018 / Souscription.NPA2009.ORG

Macron mène une offensive en règle contre notre camp social, défendant les plus riches et démantelant nos acquis et nos droits. Le NPA a activement participé à la construction des mobilisations contre sa politique, pour impulser des luttes à la base ou pour lancer des initiatives unitaires nationales.

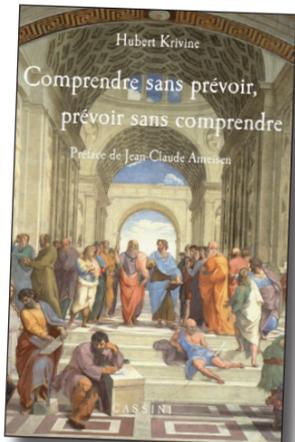
L'an II du quinquennat Macron amènera son cortège de batailles politiques à mener. Nous devons donc être en mesure de porter des perspectives politiques dans les luttes mais aussi à l'occasion des élections européennes pour y porter une voix anticapitaliste. Pour mener toutes ces activités et ces campagnes le NPA a besoin de votre soutien financier.

Essai

Comprendre sans prévoir, prévoir sans comprendre, d'Hubert Krivine

Éditions Cassini, 144 pages, 12 euros.

Le dernier livre d'Hubert Krivine discute d'un phénomène d'actualité tant au niveau de la science que de l'économie, les « Big data » et l'intelligence artificielle. Il l'aborde du point de vue de la connaissance scientifique pour mieux démontrer la vanité de certains préjugés auxquels ces nouveaux progrès ont pu donner naissance, en continuité par bien des aspects avec son précédent ouvrage, *Petit traité de hasardologie*. On y retrouve la même approche caustique et ironique, simple aussi malgré la complexité des thèmes abordés.



échecs, elle n'a pas son imagination, sa créativité ou ses capacités d'adaptation. Évidemment, l'intelligence artificielle (IA) – « mal nommée, parce que cette appellation suggère une parenté qui reste à démontrer avec l'intelligence humaine » –, les Big data aident aujourd'hui considérablement l'intelligence humaine. Mais elles ne pourront en aucun cas la remplacer, que ce soit en physique, en biologie ou dans les sciences humaines : elles n'expliquent pas ! La machine est nécessairement dédiée à une fonction. L'ordinateur et l'IA sont autant d'outils extraordinaires pour l'homme, mais la pensée humaine rationnelle et la théorie sont indispensables. Le retour de fait à une forme de pensée préscientifique ne pourrait être qu'une régression au service d'intérêts fort peu progressistes, d'autant plus que dotée de moyens infiniment puissants.

Vers une « société libérée de la toute-puissance du marché » ?
 Cette discussion conduit à reformuler la compréhension que les scientifiques peuvent avoir de l'intelligence humaine, des capacités d'apprentissage des machines, de l'unité de notre corps, de la pensée et de la matière, des processus des découvertes... Autant de problèmes abordés avec humour par ce livre qui,

Retour au Moyen-Âge ?

Comprendre et prévoir vont-ils de pair ? Dans le domaine des sciences, ce rapprochement pourrait sembler évident. Les théories scientifiques s'attachent à mettre en lumière des liens de causalité.

Depuis Galilée et Newton, le déterminisme des lois physiques permet de comprendre et de prévoir des événements par le calcul et par le raisonnement, et plus seulement par l'observation. Elle a mis fin à la pensée magique, et elle est à la base de la révolution scientifique et du monde moderne. La physique quantique, l'irruption du hasard, la découverte du « chaos déterministe » ont conduit à remettre en cause une

compréhension mécaniste de cette conception. Mais aujourd'hui, la puissance des Big data rendrait inutile, selon certains essayistes et quelques scientifiques, le raisonnement théorique. On n'aurait plus besoin de comprendre les causalités puisque la corrélation et l'observation suffiraient : le retour au Moyen-Âge mais avec des données des millions de fois plus nombreuses. « Prévoir sans comprendre » suffirait amplement.

« Kasparov, lui, sait frire des œufs au plat... »

Cette remarque d'Hubert Krivine illustre avec ironie le fait que, si la machine peut battre Kasparov aux

comme le souhaite son auteur dans son introduction, suscite bien des interrogations. Dans sa conclusion, Hubert Krivine place « l'invention de l'internet couplée à l'exploitation des Big data par l'IA » dans « le degré de socialisation de la connaissance » qui « peut marquer les différents stades de l'évolution de l'espèce humaine » au même niveau que l'invention de l'écriture ou de l'imprimerie. En quoi cette « nouvelle avancée » pourrait-elle participer des conditions qui annoncent l'émergence d'une « future société libérée de la toute-puissance du marché » ? Une question que le développement même de l'argumentation nous conduit à nous poser... Une lecture stimulante à ne pas manquer.

Yvan Lemaître

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

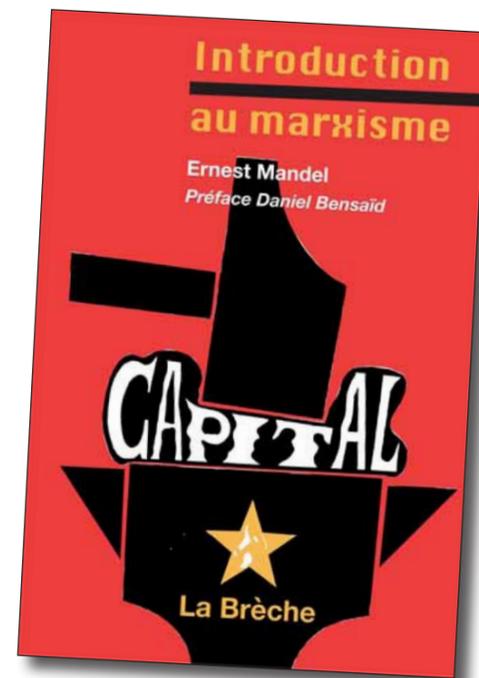
Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi :

12 h - 20 h

Essai



Introduction au marxisme, d'Ernest Mandel

La Brèche, juin 2018, 8 euros.

La Brèche vient de rééditer *l'Introduction au marxisme* d'Ernest Mandel (1974) et la préface de Daniel Bensaïd, écrite en 2007.

Ernest Mandel a écrit ce petit livre en 1974, à l'intention de celles et ceux qui, radicalisés dans la foulée de Mai 68, cherchaient à rejoindre le combat anticapitaliste. C'est donc à des nouveaux militants qu'il s'adresse. Mandel, qui des années durant s'était attelé à la formation de militants ouvriers, des syndicalistes comme des jeunes révolutionnaires, avait acquis une capacité pédagogique qui lui permettait, à travers des exemples concrets et immédiatement compréhensibles, de présenter une esquisse de la théorie et des concepts marxistes à des publics aussi différents que des syndicalistes mineurs ou sidérurgistes de Wallonie dans les années 1950, des étudiantEs révoltés de Paris en 1968 ou des travailleurEs polonais désorientés par le début de la restauration du capitalisme dans leur pays.

Pédagogue ouvrier révolutionnaire

La structure même de ce petit livre est le fruit de son expérience de pédagogue ouvrier révolutionnaire : I. L'inégalité sociale et les luttes sociales à travers l'histoire ; II. Les sources économiques de l'inégalité sociale ; III. L'État, instrument de domination de classe ; IV. De la petite production marchande au mode de production capitaliste ; V. L'économie capitaliste ; VI. Le capitalisme des monopoles ; VII. Le système impérialiste mondial ; VIII. Les origines du mouvement ouvrier moderne ; IX. Réformes et révolution ; X. Démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne ; XI. La première guerre impérialiste et la révolution russe ; XII. Le stalinisme ; XIII. Des luttes courantes des masses à la révolution socialiste mondiale ; XIV. La conquête des masses par les révolutionnaires ; XV. L'avènement de la société sans classes. XVI. La dialectique matérialiste ; XVII. Le matérialisme historique.

Cette édition bénéficie d'une préface critique de Daniel Bensaïd, qui souligne à juste titre une série de faiblesses de cette introduction. Elle passe sous silence la question de l'émancipation des femmes. De même on aura noté l'absence des préoccupations écologiques.

Pour une compréhension de la méthode marxiste

Daniel Bensaïd souligne aussi ce qui fut sans doute une des plus grandes faiblesses d'Ernest Mandel : une conception des sociétés du prétendu « socialisme réel » datant des analyses de Trotsky de 1936. Pour Mandel, la bureaucratie restait une « croissance fonctionnelle du prolétariat » et il n'envisageait pas la possibilité d'une restauration du capitalisme par la bureaucratie elle-même en dehors d'une invasion extérieure (contrairement à Trotsky, qui a envisagé cette hypothèse dans divers textes).

Malgré les insuffisances que souligne la préface – et qu'il est conseillé de lire plutôt après la lecture de l'ouvrage, car la critique de Bensaïd suppose une connaissance de ce qu'elle critique – ce livre sera très utile à ceux qui aspirent à compléter leur révolte par une compréhension de la méthode marxiste. Il ne remplace pas bien entendu la lecture des œuvres de Marx et d'Engels et de tous ceux qui les ont suivis.

HW (d'après Jan Malewski)

Parc d'attraction



Pour oublier Disneyland, le Parc Spirou Provence

À Monteux, dans le Vaucluse, à 15 km d'Avignon, le long de la D942.

proximité d'Avignon), le succès lui semble garanti. Mais l'esprit Spirou est-il présent ? Selon le président du Parc Daniel Buillard (passé par le Futuroscope) : « L'idée c'est que les grands-parents, qui aimaient déjà Spirou, y amènent leurs petits-enfants ». En tout cas, c'est bien Spirou qui accueille et accompagne les visiteurs en compagnie du Marsupilami. La voiture déginglée de Gaston Lagaffe peut être empruntée pour un circuit désopilant

à travers des décors très années 1950, avec des bâtiments issus des séries BD comme le fameux hôtel Moustic. L'atmosphère du parc reste très familiale. L'attente devant les 12 attractions (3 roller coasters, 6 attractions familiales et 3 simulateurs numériques dynamiques) est très raisonnable. Petit inconvénient, le Parc Spirou, inauguré en juin de cette année, souffre encore de certains défauts. L'ombre y est très rare même si des

jets d'eau cherchent à compenser, et deux attractions ne fonctionnaient pas encore. Le prix d'entrée n'est pas donné (16 euros) mais le billet reste valable toute la journée même en cas de sortie du Parc.

Si vous prenez la route du sud et souhaitez familiariser les « petits » à l'univers Spirou, le parc vous attend.

Sylvain Chardon

Pour découvrir le parc, visitez le site internet officiel : www.parc-spirou.com.

Exposition

Mai 68, les archives du pouvoir

Aux Archives nationales, Hôtel de Soubise (Paris) et Pierrefitte-sur-Seine.

Pour celles et ceux qui seront à Paris d'ici à la mi-septembre, une exposition à voir sur deux sites des archives, puisque 50 ans après Mai 68, les archives de l'État deviennent publiques. C'est l'occasion d'entrevoir au plus près le fonctionnement de l'appareil d'État, et en particulier de son appareil policier, en pleine crise sociale et politique.

À l'Hôtel de Soubise, on peut découvrir par quels moyens l'État s'efforce de « continuer à fonctionner » alors que la crise s'approfondit et que la grève se généralise : des notes des recteurs et présidents d'université en passant par l'organisation du rationnement et du ravitaillement en essence ou la mise en place d'un service spécial pour contourner la grève des postes. Mais c'est surtout le fonctionnement de l'information policière, synthétisée dans les multiples « notes blanches » des Renseignements généraux, qui illustre au jour le jour les moyens d'informer le pouvoir.

Les notes blanches fournissent à la fois des éléments factuels (chiffres, contenus des tracts, mots d'ordres), mais aussi des « notes d'ambiance » pour apprécier les effets des initiatives politiques sur l'opinion publique. Et enfin des analyses des positionnements des forces politiques. On peut aussi découvrir le compte-rendu de la réunion du Bureau de liaison au ministère de l'Intérieur qui discute le 11 juin de la dissolution des organisations d'extrême gauche, dont le décret a été publié le 12 juin. Ou encore le projet de loi du 6 juin amnistiant les « faits commis pendant les événements d'Algérie », autrement dit les fachos de l'OAS et leurs comparses...

Aux Archives nationales à Pierrefitte, on retrouve des documents plus connus, un foisonnement de tracts, d'affiches, en fait tout ce qui a été

saisi par la police pendant les mois de mai et juin 68. Cela donne une idée de l'omniprésence de la police sur tous les lieux de manifestation mais aussi d'occupation (Beaux-Arts, faculté de médecine, Sorbonne...). Des policiers, en civils ou infiltrés, prenaient ou photographiaient absolument tout ce qui permettait de repérer, d'identifier et, après le 12 juin, d'inculper les militantEs les plus contestataires. Et de ce point de vue, la JCR tenait une place de choix. Avec des affiches manuscrites de la période électorale, constituant des preuves de reconstitution d'une organisation dissoute, mais aussi le procès-verbal de perquisition chez un certain Alain Krivine, le 14 juin 1968...

Un autre regard instructif !

Cathy Billard

Les parcs d'attraction, en France et dans le monde, sont devenus de vastes pompes à fric qui connaissent un grand succès auprès des « petits », avec la complicité des parents et grands-parents. Si Disneyland s'est bien inspiré au départ de sympathiques personnages de BD, il s'est éloigné des héros d'origine tout en étant peu regardant sur les conditions de travail des salariéEs qui ont dû lutter contre la précarité.

Spirou, Fantasio, Marsupilami, Lucky Luke, Gaston Lagaffe...

Le Parc Spirou Provence nous invite, lui, à plonger dans les univers populaires de Spirou et Fantasio, du Marsupilami, de Lucky Luke, de Gaston Lagaffe, ou encore de la série Zombillenium, sous le contrôle de Mme Franquin (épouse du dessinateur de Spirou et de Gaston). Les éditions Dupuis ont également beaucoup investi dans l'opération. Attention, si Lagaffe n'est pas Picsou, nous n'avons pas affaire non plus à des philanthropes !

Premier véritable parc à thème de la région Sud-Provence-Alpes-Côte-D'azur, situé dans la commune de Monteux, dans le Vaucluse (à

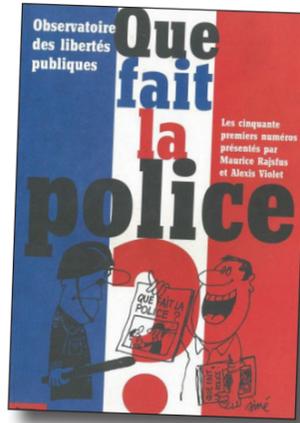
Maurice Rajsfus : infatigable militant

Les mois de mai et juin ont donné lieu à de multiples témoignages de militantEs qui ont vécu les « années 68 ». Il en manquait certains à l'appel. Parmi eux il y a l'ami **Maurice Rajsfus**, 90 ans cette année.

AUTEUR DE PRÈS DE 60 LIVRES DEPUIS LES ANNÉES 1980, Maurice a beaucoup écrit sur la police et son lot de violences à travers les âges ; il a tenu durant des années un bulletin d'information sur les agissements policiers (« *Que fait la police ?* »), importante source d'information pour les militantEs que l'on recevait alors par la poste chaque mois, bien avant les réseaux sociaux...

Enfant de déportés, lui-même rescapé de la rafle du Vél d'Hiv, il n'a cessé de raconter ces heures sombres. Devenu historien, il laisse quelques livres marquant sur l'histoire de la déportation. Des livres comme *Drancy, un camp de concentration très ordinaire, 1941-1944* ou *Opération étoile jaune* marquent en leur temps historienEs et militantEs. Car Maurice Rajsfus a avant tout été un militant, tout au long de sa vie, et c'est sur ce parcours de plus de 70 ans de luttes que nous avons échangé avec lui. Il nous a livré quelques bribes de ces engagements qui vont bien au-delà de Mai 68. Aujourd'hui Maurice continue à écrire, toujours avec une vieille machine à écrire pour laquelle il peine de plus en plus à trouver des rubans encres. Poli, discret et toujours amical, il reste chez lui une colère contre les fascistes de tout poil et les forces au service de l'ordre, que rien n'a su encore apaiser.

Pierre Baton



qui paraîtra régulièrement jusqu'en décembre 2017. Parallèlement sera constitué le Groupe d'études socialistes, qui se consacra à l'histoire du mouvement ouvrier tout au long des années 1970 et 1971.

Comme la répression de mai 1968 avait laissé des traces, j'ai rapidement entrepris de constituer une documentation sur les violences policières, sur la base de la presse. Travail prenant qui devait me permettre de constituer un fichier fort de plus de 10 000 fiches rappelant environ 5 000 bavures. Ce travail sera à l'origine de la création de l'Observatoire des libertés publiques en mai 1994, après l'assassinat du jeune Makomé au commissariat des grandes Carrières. Il y a aura la publication de plus de 200 numéros du bulletin « *Que fait la police ?* » jusqu'en 2014.

En mai 1990, je participe à la création du réseau Ras l'front qui, après des débuts difficiles, connaît une rapide croissance, en compagnie de militantEs qui avaient réussi à troubler la manifestation du Front national sur la place de l'Opéra le 1^{er} mai 1995. Un peu plus tard je deviendrai le président de Ras l'front pour quelques années. Ne pouvant me contenter de cette activité débridée, à l'orée de ma retraite, je commence à publier un certain nombre d'ouvrages lourds de sens dès 1980. Sur les quelques 60 livres publiés jusqu'à aujourd'hui une vingtaine sont consacrés à la police, et plus généralement à la répression sous toute ses formes.

Je pense n'avoir pas trop déçu ceux avec qui j'ai milité. Mais à l'âge de 90 ans mes genoux commencent à me faire souffrir et ma hanche gauche en fer blanc m'empêche de courir aussi vite que je devrais, non pas pour me sauver lorsque ça devient nécessaire, mais pour faire la chasse aux nouveaux fachos qui menacent nos libertés fondamentales.

Maurice Rajsfus



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

On dit que les révolutionnaires ne meurent jamais, simplement vers la fin, ils commencent à avoir mal aux genoux.

Ma vie militante a commencé très tôt, puisque mes parents nous avaient envoyés, avec ma sœur, dans une colonie de vacances issue du Secours rouge à l'île de Ré en 1937 et 1938. Nous avions alors le sentiment d'être de futurs grands révolutionnaires. En fait je suis militant depuis la Libération de Paris à la fin du mois d'août 1944. À l'époque, je croyais participer à la révolution en adhérant au PCF et aux Jeunesses communistes. Mais deux ans plus tard j'en étais violemment exclu, sous l'accusation de « provocateur policier ». J'avais 18 ans. En octobre 1946, je rejoins la Quatrième internationale.

Après quelques années d'errance, je reprends goût à la lutte contre la guerre d'Algérie. Je participe en septembre 1955 à la constitution du comité des mouvements de jeunesse de Paris contre le départ du contingent en Algérie. Mouvement fortement réprimé par la police. Et le 8 février 1962 je me trouve au sein de la manifestation à quelques centaines de mètres du métro Charonne.

« L'Enragé de Fontenay-aux-Roses »

Un temps éloigné du militantisme, j'avais changé d'âme et commençais à me construire cet indispensable passé professionnel. J'étais devenu journaliste. Un peu éloigné de la lutte, lorsque éclate Mai 1968, je viens d'avoir 40 ans et, du jour au lendemain, je rajeunis de 20 ans, et j'apprends à ne plus me sauver face aux charges policières.

Dans la deuxième quinzaine de mai 1968, je participe à la création du comité d'action de Fontenay-aux-Roses où je demeure alors. Tout n'est pas simple, et au côté des camarades trotskystes ou guévaristes il est difficile de s'imposer face aux Maoïstes de l'École normale supérieure de Fontenay. Avec ce mois de mai 1968 recommence une aventure militante qui n'a jamais cessé depuis.

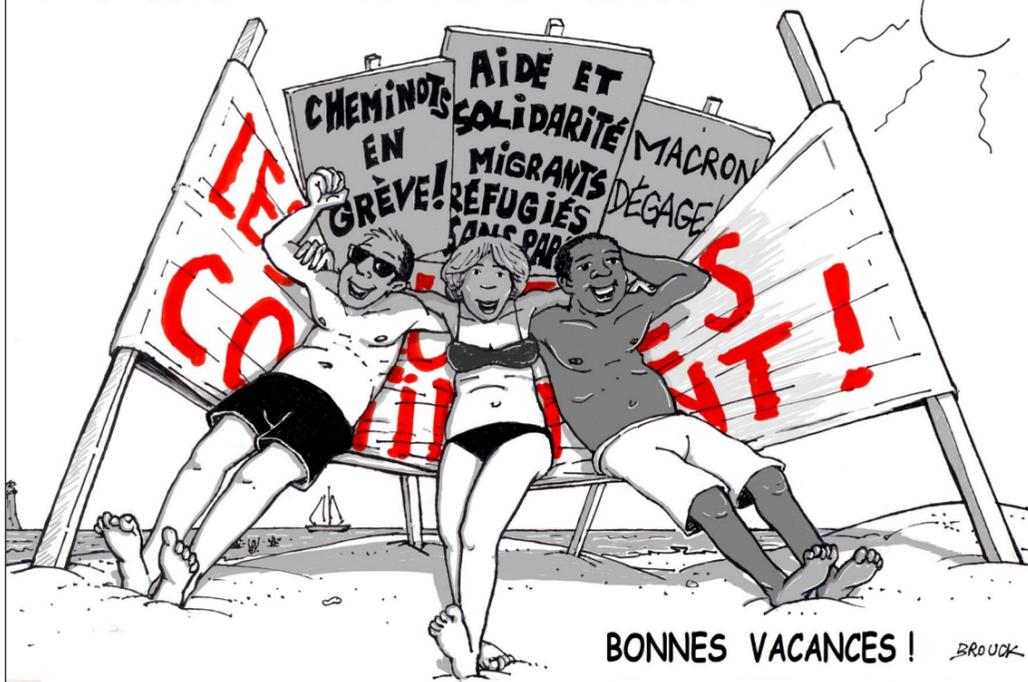
C'est la création à Fontenay d'un petit journal réalisé à la ronéo : *L'Enragé de Fontenay-aux-Roses*. Il y aura un vingtaine de numéros, jusqu'en octobre 1969, date à laquelle la cohabitation avec les Maos est devenue insupportable.

« Que fait la police ? »

En novembre 1969, j'entreprends la publication d'un nouveau bulletin mensuel, *Action banlieue sud*,

L'image de la semaine

UN PEU DE REPOS AVANT UNE RENTRÉE DE LUTTES!



Vu ailleurs

YÉMEN : CRIMES DE GUERRE ET PRISONS SECRÈTES. Amnesty International a estimé jeudi [12 juillet] que les violations des droits de l'homme dans des prisons secrètes des Émirats arabes unis dans le sud du Yémen pouvaient être « assimilées à des crimes de guerre ». Dans un rapport publié un an après les premières informations sur ces prisons, Amnesty évoque des « violations flagrantes » qui y ont été commises « y compris des disparitions forcées, des tortures et autres mauvais traitements assimilables à des crimes de guerre ».

Amnesty a appelé « les partenaires des Émirats dans le domaine du contre-terrorisme dont les États-Unis » à « prendre position contre les tortures présumées, y compris en enquêtant sur le rôle de personnel américain dans les abus liés à ces détentions au Yémen et en refusant d'utiliser des informations obtenues probablement sous la torture ou les mauvais traitements ».

Le rapport intitulé « Dieu seul sait s'il est vivant » décrit les souffrances des proches des dizaines de personnes arrêtées qui n'arrivent pas à obtenir des informations sur leur sort. « Lorsqu'ils exigent de savoir où sont détenus leurs proches ou même s'ils sont encore en vie, leurs demandes sont accueillies avec silence ou intimidation », a déploré, dans le rapport, Tirana Hassan, directrice des situations de crise à Amnesty International.

L'organisation indique avoir enquêté entre mars 2016 et mai 2018 sur les cas de 51 hommes arrêtés et détenus dans le sud du Yémen par les Émirats arabes unis et les forces yéménites qui sont alliés à ce pays membre de la coalition qui intervient militairement au Yémen contre les rebelles Houthis. Amnesty affirme que « 19 de ces hommes sont portés disparus ». Les Émirats arabes unis ont démenti avec force diriger ou encadrer des prisons secrètes dans le sud du Yémen.

Depuis qu'ils ont commencé leur intervention au Yémen en mars 2015, les Émirats ont créé, formé, équipé et financé diverses forces de sécurité locales connues sous le nom de « ceintures de sécurité » et de « forces d'élite ». Ce pays a également noué, selon Amnesty International, des alliances avec les responsables yéménites de la sécurité qui agissent hors de l'autorité du gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi.

« Yémen. Amnesty évoque des "crimes de guerre" dans des prisons secrètes », OuestFrance.fr, 12 juillet 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Hebdo	Jeunes/chômeurs/précaires	Hebdo
6 mois	28 €	6 mois	20 €
1 an	56 €	1 an	40 €
Mensuel	6 mois 22 €	Mensuel	6 mois 10 €
1 an 44 €		1 an 20 €	
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 €	1 an 100 €	6 mois 38 €
			1 an 76 €
Promotion d'essai		Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org